

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE

2^e édition, samedi 21 juin 2008

LYON, CITE INTERNATIONALE

REVUE DE PRESSE





SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u>	3
<u>1. LA PRESSE ECRITE</u>	4
A) LA PRESSE LOCALE	4
B) LA PRESSE NATIONALE	17
C) LA PRESSE ITALIENNE	22
<u>2. TELEVISIONS ET RADIOS</u>	31
A) LES TELEVISIONS LOCALES	31
B) LES TELEVISIONS NATIONALES	31
C) LES RADIOS LOCALES	32
D) LES RADIOS NATIONALES	33
E) LES TELEVISIONS ET RADIOS ITALIENNES	33
<u>3. LE WEB</u>	35
A) DEPECHEs D'AGENCE	35
B) MEDIAS EN LIGNE	41
C) BILLETS DE BLOGUEURS	46
<u>4. PUBLICATIONS ANNEXES</u>	52
A) ITALIE, INVITEE D'HONNEUR	52
B) COMMUNIQUEs DE PRESSE	52
C) ILS Y ETAIENT, ILS EN PARLENT	58
D) SIGNALEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE	62

Catégories	Nombre d'articles / mentions
Presse écrite locale	16
Presse écrite nationale	4
Presse écrite italienne	8
Télévisions locales	1
Télévisions nationales	3
Radios locales	3
Radios nationales	1
Télévisions et radios italiennes	4
Dépêches d'agence (françaises et italiennes)	7
Médias en ligne	8
Billets de blogueurs	6
TOTAL	61



INTRODUCTION

Les Etats Généraux de l'Europe viennent de souffler leur deuxième bougie. Notre pari, faire d'une manifestation sur l'Europe un vrai rendez-vous entre citoyens et experts, est en passe d'être gagné. Entre 3000 et 4000 personnes ont partagé avec nous cette journée riche en débats et en pistes de réflexion pour l'avenir.

Comme vous pourrez le lire dans les pages qui suivent, cette deuxième édition a confirmé qu'associer la société civile et le monde associatif à ce type d'événements permet de toucher le grand public, petits et grands, de toutes les générations. Les familles ont entr'ouvert à leurs enfants les portes de l'Europe grâce à de nouvelles activités (village européen des enfants, simulation parlementaire).

L'Italie, pays invité d'honneur, s'est beaucoup mobilisée, et le Président italien, Giorgio Napolitano a inauguré la journée. De grandes personnalités se sont jointes aux débats : deux anciens chefs de gouvernement, M. Verhofstadt et M. Prodi ainsi que deux membres du gouvernement français, avec MM. Jouyet et Barnier. La pluralité des intervenants (monde politique, société civile, syndicalisme, chercheurs, acteurs de terrain) nous a permis de présenter un éventail de sensibilités très large.

La couverture médiatique reflète cette diversité d'approches : la presse écrite, les radios, les télévisions françaises et italiennes ont couvert l'ensemble de la journée. Les médias Internet ont quant à eux particulièrement saisi ces événements, par la réalisation de nombreux podcasts audio et vidéo. Les sites des organisateurs et des différents partenaires se sont mis pour leur part aux couleurs des Etats Généraux.

Au final, ce qui ressort clairement, c'est le véritable saut qualitatif que nous avons effectué. L'essai de l'année dernière a bien été transformé. Pour continuer à progresser, cette manifestation devra toucher à l'avenir un public encore plus large en allant au-delà des europhiles. Un nouveau pari en somme à l'heure du lancement de la présidence française de l'Union européenne.

Une synthèse des débats de la journée sera réalisée et publiée prochainement.

Revue de presse réalisée par Arthur Nazaret, attaché de presse de cette deuxième édition des Etats Généraux de l'Europe, et Virginie Lamotte, déléguée générale adjointe d'EuropaNova, en collaboration avec les organisateurs (Notre Europe, EuropaNova et le Mouvement européen – France) et le service de presse de l'Ambassade d'Italie à Paris.



1. LA PRESSE ECRITE

a) *La presse locale*

Le Progrès, 22 juin 2008 (p.2)¹

Les états généraux de l'Europe expriment une soif d'idéal

A Lyon, les pro-Européens se sont montrés pressés de tourner la page du non irlandais au Traité de Lisbonne même si tous ne le jugent pas sans raisons. Au-delà, s'est exprimé le désir d'une Europe bâtie sur un projet commun

Il aurait aimé qu'on oublie un instant le non irlandais à la ratification du Traité de Lisbonne, hier à Lyon. Mais Tommaso Padoa-Schioppa, président de « Notre Europe », n'a pas été entendu. Et c'est essentiellement le « masque d'Irlande » dans la construction européenne qui a marqué les deuxièmes états généraux de l'Europe, manifestation lancée en 2007 à l'occasion des 50 ans du Traité de Rome.

La morosité actuelle serait due à un manque de souffle

Comment aurait-il pu en être autrement, une semaine après le référendum irlandais à « la portée toute relative », selon Jacques Barrot. Le vice-président de la Commission européenne relève néanmoins, dans ce vote, un « certain désamour » pour l'Europe. Désamour pouvant pousser à une ambivalence affective des pro-Européens, partagés entre nostalgie des inspirateurs de la construction européenne, Jean Monnet et Robert Schuman, et empressément à regarder vers un avenir qui dépasserait le « sentiment de morosité » qu'a évoqué le Polonais Bronisław Geremek, député européen. « Il faut retrouver le sens de l'urgence », a indiqué Giorgio Napolitano, président de la

République italienne et invité d'honneur de ces états généraux, citant François Mitterrand.

A quoi serait due cette morosité ? « A un manque de souffle », s'est exprimé l'historien Elie Barnavi pour qui l'Europe est « une entreprise héroïque faite de façon terrie ». A un « manque de base populaire » a livré François Chérèque, le patron de la CFDT. Tandis qu'Elisabeth Guigou a regretté le XX^e siècle quand « la conjugaison entre un idéal et des avancées concrètes réussissaient à l'Europe ». Sur un ton plus politique, l'ancienne ministre française aux affaires européennes a avancé des causes nationales aux « non » successifs en France, aux Pays-Bas, en Irlande, répondant ainsi à Nicolas Sarkozy qui, jeudi soir à Bruxelles, faisait porter le chapeau du vote irlandais à la Commission européenne. « Quelle étape après Lisbonne ? », s'est inquiété hier à Lyon l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt. « On a besoin d'un mouvement européen », a-t-il ajouté, réclamant une armée européenne, un impôt européen et l'adoption de la règle de la majorité dans les décisions. « L'unanimité n'a aucun sens » a-t-il déclaré. Oui, il faut avoir le courage de changer le mode de fonctionnement des institutions européennes », a estimé Jean-Pierre Jouyet, l'actuel



Invité d'honneur des états généraux, le président italien Giorgio Napolitano (à gauche sur la photo) s'entretient avec Tommaso Padoa-Schioppa, président de « Notre Europe » / Pierre Haignes

■ Non irlandais : Jouyet dénonce le « rôle des néo-conservateurs américains »

secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes. Alors que « le destin hésite encore » selon le président de la République italienne, c'est le désir d'une Europe bâtie sur un projet commun (par exemple, sur la citoyenneté et l'éducation d'après Bronisław Geremek) qui a été dessinée hier. Loin de cette « Europe taïlloise », décrite par le maire de Lyon, Gérard Collomb en ouverture des travaux.

Jacques Bonicaud

Jean-Pierre Jouyet a dénoncé, hier à Lyon, le « rôle des néo-conservateurs américains » dans la victoire du non irlandais à la ratification du traité de Lisbonne. « L'Europe reste un combat, elle a des ennemis qui sont puissants et sont dotés de moyens financiers

tout à fait importants, qui viennent de l'autre côté de l'Atlantique », a affirmé le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. Puis Jean-Pierre Jouyet a ajouté, sous les applaudissements du public : « Quand je vois des socialistes français s'allier, au nom du

non, à l'extrême droite irlandaise, cela m'interpelle également ». Un peu plus tôt, l'ancienne ministre socialiste aux Affaires européennes Elisabeth Guigou avait mis en cause le magnat conservateur de la presse, l'Australo-Américain Rupert Murdoch.

¹ <http://www.leprogres.fr/Dimanche/index.html>



Le Progrès, 21 juin 2008

«Lyon ne peut pas encore rivaliser avec les capitales européennes»

Alors que les Etats généraux de l'Europe se déroulent aujourd'hui à Lyon, Michael Peters, directeur général de la chaîne EuroNews confie sa vision de Lyon en Europe

>> Selon vous, Lyon est-elle devenue une capitale européenne ?
Pas encore, elle ne peut pas pour l'instant rivaliser avec des capitales européennes de tout premier rang. Mais une chose est sûre, elle a le potentiel pour le devenir.

>> Quels sont ses points faibles ?
Attention il y a des points positifs comme la création du réseau Eurocités qui contribue fortement à son rayonnement. De même la création de pôles de compétitivité a fortement contribué pour la reconnaissance de Lyon dans le domaine économique. En revanche, Lyon souffre encore d'un manque de structures.

Eurocités contribue fortement à son rayonnement

>> D'infrastructures ou de structures ?
Les deux. Il manque à Lyon des structures d'accueil internationales comme des crèches ou des écoles. Mais aussi des sites dédiés à la vie extra professionnelle. Concrètement, lorsqu'on invite un étranger à dîner en début de la semaine, on constate que d'une part beaucoup de restaurants sont fermés ou à moitié vides. Nous le vivons chaque fois que nous réunis-

sons les actionnaires d'Euro-News. Même impression à Saint-Etienne lorsqu'on se rend à l'aéroport. Il faut appuyer sur un bouton pour disposer d'une voiture garée plusieurs centaines de mètres plus loin.

>> Pourtant des efforts ont été faits afin d'optimiser l'accueil.

Oui bien sûr, d'ailleurs je salue la démarche d'Only Lyon, très positive. En revanche, je n'adhère pas toujours aux axes de communication choisis. Bien sûr, il faut valoriser le savoir faire lyonnais en matière de gastronomie et de soierie. Je constate toute l'année à l'occasion de mes nombreux déplacements à l'étranger que son aura est immense. Mais l'image de capitale européenne lyonnaise doit résonner sur d'autres valeurs.

>> Que préconisez-vous ?
Il faudrait communiquer sur les marques internationales présentes à Lyon. Je préconise un peu pour ma paroisse mais pas seulement. Intersport, Mait et Zill, une marque de prêt à porter de luxe sont basés à Lyon et peu d'étrangers le savent. En culture aussi il faudrait mettre en avant le musée d'Art contemporain, les Subsistances, les biennales et les Nuits sonores et raisonner, là aussi en pôle culturel.



« Il faudrait organiser un événement international comme par exemple l'Exposition universelle » / Pierre-Augustin

>> Ne manque-t-il pas un grand événement lyonnais ?
Si, il faudrait organiser un événement international comme le fait Valence avec l'Amérique's Cup. Lyon pourrait accueillir l'Exposition universelle. Je pense que le second mandat du président du Grand Lyon sera pour lui l'occasion d'accélérer les choses.

Propos recueillis par Caroline Auslair

La chaîne Euronews en chiffres

Créée en 1993, 5 chaînes en détiennent près de 80% des parts : France Télévisions, la Rai, la RTR (Russie), la RTVE (Espagne), la Rai et la SSR. 16 autres chaînes possèdent des parts : CT (République tchèque), CyBC (Chypre), ERTV (Algérie), ERT (Grèce),

ERTT (Tunisie), ERTV (Égypte), NTU (Ukraine), PSB (Malte), RTP (Portugal), RTVSLO (Slovénie), TVR (Roumanie), TV4 (Suisse) et YLE (Finlande). 200 salariés permanents et 150 intermittents et pigistes, pour

un budget de 50 millions d'euros. Audience : En Europe, près de 7 millions de téléspectateurs. 200 millions de foyers reçoivent la chaîne dans 130 pays. Langues de diffusion : 7 et bientôt 8 avec le lancement de la langue arabe le 6 juillet.



Le Progrès, 21 juin 2008

■ A Lyon ce samedi, l'Europe des débats et de la fête

Les 2^es États généraux de l'Europe qui se tiennent ce samedi à Lyon, vont réunir le gratin de la construction européenne. Accueillis à 9 heures à l'Amphithéâtre par Gérard Collomb, Michel Mercier et Jean-Jack Queyranne, Giorgio Napolitano, président de la République d'Italie, Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes, Elisabeth Guigou, députée de Seine Saint-Denis, vice présidente de la commission Affaires étrangères, Bronislaw Geremek, député européen, Elie Barnavi, historien, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, Jacques Barrot, vice-président de la commission européenne, Guy Verhofstadt, ancien premier ministre Belge, interviendront sur le thème de la politique, l'économie et la culture au service de la citoyenneté européenne. Puis se tiendront 18 ateliers-débats où l'on entendra notamment Michel Barnier, Romano Prodi, Gisèle Halimi, Martin Hirsch, Daniel Cohn-Bendit, etc.

Parallèlement aux travaux, 300 jeunes européens de 16 à 22 ans vont participer à une simulation du parlement européen. L'assemblée débatera, amendera et votera une résolution sur l'implication citoyenne dans la promotion du développement durable.

Enfin, un village européen et un village des enfants sont proposés, puis une fête de la musique européenne rassemblera à partir de 19 heures quatre groupes Italien, Français, Espagnol, et Slovaque.

J. Bar

Le Progrès, 20 juin 2008

A SUIVRE AUJOURD'HUI

Lyon accueille les villes du réseau Eurocities



Archives Le Progrès

Les villes du réseau Eurocities réunissent aujourd'hui à Lyon un séminaire sur la présidence française de l'Union européenne qui commencera le 1^{er} juillet pour six mois. Ce séminaire doit présenter aux maires des grandes villes européennes les priorités stratégiques de la présidence française et permettre de développer des partenariats entre les grandes villes d'Europe et la prochaine présidence française. Le réseau Eurocities, créé en 1986, regroupe aujourd'hui plus de 130 métropoles de 30 pays européens. Il est présidé depuis 2006 par le maire de Lyon, Gérard Collomb (notre photo). Lyon accueillera aussi samedi les États généraux de l'Europe.



20 minutes, édition lyonnaise, 20 juin 2008

VENDREDI 20 JUIN 2008

grand lyon 5

Des vins volés retrouvés par hasard

Retour à la cave. La moitié des 3 762 bouteilles de côtes-rhône, condrieu et saint-joseph, dérobées en septembre dernier chez Yves Cuilleron, producteur réputé de côtes-du-rhône à Chavanay (Loire), viennent d'être retrouvées par hasard par les gendarmes. Elles étaient dissimulées dans un local à Roanne, où les militaires effectuaient une perquisition dans le cadre d'une autre affaire. Quatre hommes âgés de 30 à 60 ans ont été interpellés et mis en examen mardi à Saint-Etienne pour ce vol. En septembre dernier, des malfaiteurs avaient pénétré par effraction dans les caves d'Yves Cuilleron et avaient dérobé des crus d'une valeur de 70 000 €, sur le point d'être expédiées à l'étranger.

Une journée pour faire des citoyens euros

Une journée qui tombe à pic. Lyon accueille, samedi au Palais des Congrès, les deuxièmes états généraux de l'Europe, une série d'ateliers-débats et d'animations « ludiques » sur le thème de la « citoyenneté européenne ». « Cette journée festive et populaire sera, d'une certaine manière, le lancement informel de la présidence française de l'Union qui doit débiter le 1^{er} juillet », estime Gaëtan Ricard-Nihoul, secrétaire générale de l'association Notre Europe. Les organisateurs attendent « environ 5 000 personnes » pour rencontrer Giorgio

Napolitano, président de la République italienne, des députés européens, des syndicalistes, des ministres, des patrons... et participer à des débats « vivants et interactifs ». Objectif : rapprocher le citoyen de l'Europe et de ses institutions. Un vaste chantier après le non irlandais au traité de Lisbonne, qui risque d'être au cœur des discussions, et au vu des faibles participations aux élections communautaires. « Le lien entre l'Europe et les citoyens est distendu », reconnaît Yves Bertone, spécialiste de l'Europe et re-

présentant du collectif Europa Nova. « Alors on essaie d'inventer un autre mode de participation que le référendum ou les élections. Une synthèse des travaux des états généraux sera remise aux décideurs européens. » « On ne parle pas assez d'Europe, ou alors à l'occasion de difficultés, regrette l'ancien député (UMP) Christian Philip, vice-président du Mouvement européen France. Pour les élections de juin 2009, il faut que le débat soit européen, et non plus l'addition de vingt-sept débats nationaux ».

Frédéric Crozet

pratique

Les états généraux de l'Europe se déroulent samedi de 9 h à 18 h au Palais des Congrès (6^e). La participation aux débats est libre

et gratuite. Les organisateurs ont prévu des animations pour les enfants et un café littéraire. Un concert sera donné le soir à 19 h sur le parvis du Palais.

lyon services

SOLIDARITÉ

Une marche pour les réfugiés

L'association Forum réfugiés organise ce soir la 5^e marche des parapluies, à l'occasion de la Journée mondiale du réfugié. Le cortège partira à 17 h de la place des Terreaux (1^{er}) avant de rejoindre le square de la Doua à Villeurbanne pour une fête organisée par le festival des Invités. Une vingtaine de lignes de bus TCL seront limitées ou déviées.

CONFÉRENCE

Mélenchon et la laïcité

Le Cercle pour la république sociale invite ce soir

Métro / édition lyonnaise, 20 juin 2008²

(Page 10) Le quotidien gratuit présente les États Généraux dans un contexte européen particulièrement animé et donc propice au débat !

² <http://www.metrofrance.com/lyon.xml>



Le Progrès, 19 juin 2008

■ « Nous ne devons pas céder aux pulsions populistes »

Entretien avec Ricardo Padoa-Schioppa, président de Notre Europe.

> Que doivent faire aujourd'hui à Bruxelles les dirigeants européens ?

Tout faire pour achever la ratification. Si à la fin, il y a vingt-six «oui» et un «non», nous serons face à un problème irlandais, à traiter comme tel dans un cadre européen. Et en attendant, ne pas discuter de ce que l'on fera «si»...

> Le « non » irlandais souli-

gne un mécontentement contre l'Europe...

Tous les sondages montrent que l'Europe a le soutien de la majorité des citoyens européens. Mais il y a aussi de fortes inquiétudes qui traversent nos sociétés : changements technologiques, mondialisation, migrations... La tendance est d'en faire porter la responsabilité à la construction européenne. C'est une erreur, d'autant plus que l'Europe peut devenir une partie de la réponse à ces inquiétudes. Si

l'Europe était moins impuissante, on serait moins mécontent de l'Europe.

> Et que faut-il ne surtout pas faire ?

Ne culpabilisons pas les peuples, mais ne perdons pas confiance dans la raison européenne. Ne cédon pas aux pulsions populistes.

Recueilli par Francis Brochet

> Notre Europe co-organise samedi à Lyon les Etats généraux de l'Europe (www.etatsgeneraux-europe.eu).



La Tribune de Lyon, 19 juin 2008³

TRIBUNE DE LYON 19 JUIN 2008 • NUMÉRO 132

ACTUALITÉ 9

L'EUROPE ? EST-ELLE EN PANNE

REPÈRES

Le 21 juin prochain se tiennent à Lyon les 2^e États généraux de l'Europe⁽¹⁾, quelques jours avant que la France ne prenne les rênes de l'Union, au 1^{er} juillet. Et après le vote négatif de l'Irlande qui, par référendum, s'est prononcée contre le traité de Lisbonne. Les 27 pays de l'Union européenne se réunissent jeudi 19 et vendredi 20 lors d'un sommet européen à Bruxelles transformé pour l'occasion en réunion de crise.

NOTES

(1) Les 2^e États généraux de l'Europe, le 21 juin à partir de 9 heures, au centre des Congrès de Lyon, 50 quai Charles-De-Gaulle (Lyon 6^e). www.etatsgeneraux-europe.eu, 04 72 82 26 26.

LE DÉBAT

C'EST CUIT !
"Aujourd'hui, c'est un échec"
PHILIPPE MEUNIER, député UMP du Rhône, opposé au traité de Lisbonne.

IL Y A ENCORE DE L'ESPOIR
"Il faut européeniser le débat"
DANIEL HULAS, président de la maison de l'Europe de Lyon et du Rhône.

IL FAUT MALGRÉ TOUT AVANCER
"Il faut une Europe politique forte"
MARTINE ROURE, députée européenne et conseillère municipale PS de Lyon.

L'Europe est en panne depuis le traité de Maastricht de 1992. Elle s'est construite sans prendre en compte les aspirations populaires. Le rejet de la constitution européenne de 2005 et celui du traité de Lisbonne par les Irlandais dernièrement le prouvent. Il y a une déconnexion entre le "non" des peuples et le "oui" des parlements nationaux. C'est une négation de la démocratie. Les citoyens européens veulent construire une Europe des Nations et non pas une Europe fédérale qui tend à supprimer les États. Quand on met le pied à Bruxelles, on arrive dans la capitale de l'Empire. La construction européenne est imposée par des technocrates déconnectés des aspirations nationales. En déléguant à outrance aux institutions européennes, on enlève toujours plus de pouvoirs aux parlements nationaux. Avec le traité simplifié, Nicolas Sarkozy a essayé de trouver une solution pour sortir de l'impasse. Je comprends sa position mais malheureusement aujourd'hui c'est un échec.

Il est clair qu'après le "non" français, le "non" des Pays-Bas, et maintenant le "non" des Irlandais, la construction de l'Europe est bloquée. Les citoyens n'y comprennent plus grand-chose. Les traités ont été mal expliqués et un amalgame perdure entre les intérêts nationaux et européens. Il faut faire de la pédagogie sur l'Union européenne. Les gens ne savent plus ce qu'est l'Europe. La méthode de ratification à l'unanimité est révolue. Tant que cette règle sera en vigueur, l'Europe n'avancera pas. Car à 27, c'est impossible. Et je ne vois pas parmi les grands leaders européens, quelqu'un se dégager pour porter l'Europe. Il y a un manque de volonté des grands États nationaux. Les ratifications du traité de Lisbonne ont été faites dans un cadre dispersé, chacun choisissant son mode de ratification. Sur une question européenne, il faudrait faire un référendum européen. Pour relancer la machine de l'Europe, il faut européeniser le débat.

L'Europe est aujourd'hui en panne parce que c'est encore un nain politique sur la scène internationale. Il faut s'efforcer de réaliser une Europe politique forte et non pas une Europe de libre-échange. Cela passe inéluctablement par une évolution de son fonctionnement. Il faut que l'on parvienne à sortir l'Union de l'ornière de ses institutions. Avec la ratification à l'unanimité, un pays de quelques centaines de milliers d'habitants comme Malte peut bloquer 500 millions d'Européens. A 27 membres, il est impossible d'avancer. C'est pour cela qu'il faut continuer la ratification du traité de Lisbonne, malgré le "non" irlandais et quitte à continuer le chemin sans ceux qui le refusent. Ce traité permet de passer à une majorité qualifiée avec davantage de démocratie et de souplesse dans les prises de décision. Il nous donne les institutions pour fonctionner à nouveau et l'opportunité à l'Europe de redémarrer.

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD BERTRAND

³ <http://www.tribunedelyonhebdo.fr/>



REVUE DE PRESSE ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE- LYON

2^e édition, samedi 21 juin 2008

Les petites affiches lyonnaises, 19 juin 2008

Salons



Le 21 juin : Etats généraux de l'Europe

Autour de 130 personnalités politiques, syndicales, du monde associatif mais aussi de chefs d'entreprises et d'intellectuels, les Etats généraux de l'Europe proposent de fêter les cinquante ans du Parlement européen autour de nombreux débats sur la citoyenneté européenne. Des ateliers-débats sur les thèmes de la mondialisation, de la démocratie, de la responsabilité sociale des entreprises, des banlieues d'Europe, de la mobilité des jeunes, du développement durable, du sport, de la culture... sont programmés. A la veille de la présidence française de l'Union européenne, la manifestation, qui met à l'honneur l'Italie, offre également un intéressant parcours de découvertes dans le village européen.

De 9 h à 18 h au Palais des Congrès de Lyon.

LE 27 JUIN : DROIT MÉDICAL

L'Institut de Médecine Légale de Lyon organise en collaboration avec l'Ecole Nationale de la Magistrature et la Cour d'Appel de Lyon un colloque actualité médico-légale. Les différentes interventions traiteront du dommage corporel, du droit médical et de la thanatologie et criminalistique. Des docteurs, des professeurs et des professionnels du droit apporteront leurs témoignages sur ces sujets.

A partir de 9 h à la faculté de médecine de Lyon, salle des Conférences, 8 avenue Rockefeller, Lyon-8^e.
Tél. 04 78 74 12 92

Le 3 JUILLET : SÉLECTION DES APPELS D'OFFRES : ÉVALUER SES CHANCES DE SUCCÈS

Entreprise Rhône-Alpes International propose une demi-journée de travail sur le thème "Boostez votre export grâce aux marchés publics internationaux".

Devant les très nombreuses opportunités d'affaires générées chaque année par les financeurs internationaux, le fait de répondre ou pas à un appel d'offres est en soit une décision stratégique pour l'entreprise. Le but de ce séminaire est de donner une grille de lecture de ces appels d'offres et de leurs cahiers des charges, ainsi que des repères et indicateurs pour estimer rapidement le potentiel de réussite.

A partir de 13 h 45 au Conseil régional Rhône-Alpes, Salle Bellecour, 104 route de Paris, 69260 Charbonnières-les-Bains.
Inscriptions jusqu'au 27 juin au tarif de 160 € HT sur le site Internet : www.era1.org/fr/data/File/inscription03juillet.doc
Informations auprès d'Alice Baumelle au 04 72 38 33 70.

conférences/forums

- LES PETITES AFFICHES LYONNAISES -



Lyon Plus, 19 juin 2008⁴

02 |
Jeudi 19 juin 2008 **LYON PLUS**

GRAND LYON

AGENDA

DIALOGUE DE MAJ 66
À l'occasion du 40^e anniversaire des événements de mai 66, le site "Espace de mai" sera proposé ce soir aux enfants des municipalités de Lyon (Liberté la grand Permetteur), en collaboration avec l'Institut d'histoire sociale, l'INA, les lycées délégués Georges Lagay secrétaire général de la CCI et le Conseil d'État. Cette soirée sera suivie d'un débat.
À 18h30, entrée gratuite



SYLVIE TESTUD, JOURNALISTE D'UN JOUR
La comédienne Sylvie Testud était hier dans les locaux du groupe Prologis pour une journée particulière : se transformer en journaliste. Pour de vrai. Après un passage sur TULUS et une visite à la rédaction de Lyon Plus (général), elle a rejoint le service Temps libre de Prologis pour rédiger son article. Une prose à découvrir aujourd'hui dans les pages de Prologis.

Place aux entrepreneurs

Le salon des entrepreneurs a ouvert ses portes hier à la Cité Internationale. L'occasion pour ceux qui veulent se lancer dans la création d'entreprise, de recueillir les conseils des experts. Closes ce soir à 19 heures.





L'Europe, c'est nous!
Fête de la musique européenne
Village européen
Café littéraire
Conférences Ateliers-débats
Simulation parlementaire
L'Italie nous invite d'honneur
Animations enfants
AthènesNipes



2^e Etats généraux de l'Europe
Le 21 juin 2008
Centre de Congrès
Cité Internationale de Lyon
www.etalgeneraux-europe.eu



Bourse du Travail
place Guichard - Lyon 6^e
La Danse
Une histoire d'annonces
Dimanche 22 juin à 14 h 30
Billetterie : Ecole de Danse José Garbala 8, rue Caret - 69001 LYON 04.78.26.49.00



CHENIL de la TOUR
Pension chiens et chats
Situé à 2 mn sortie Villurbanne Nord 31.1 Autoroute A63 925, route d'Herbain 69400 ARNAS 04.74.65.17.43 www.chenildebatour.com

LYON PLUS

Jeudi 19 juin 2008

05

20 ans de sciences humaines

L'Institut des Sciences de l'Homme de Lyon fête son vingtième anniversaire cet après-midi, à partir de 14 heures. À cette occasion, il donne la parole à ses laboratoires qui présenteront quelques-unes de leurs recherches. Une exposition et des films seront aussi visibles.

Découvrir le service civil

Unis-Cité recrute 48 jeunes motivés pour octobre afin de réaliser, en équipe, des projets d'utilité collective pendant 9 mois à plein-temps. Indemnité de 600 euros/mois. Rens : 04 72 84 27 40 ou www.unicite.fr

Débat : les antennes relais

Pour faire le point sur les champs électromagnétiques et la téléphonie mobile, une soirée est organisée, avec des associations et des élus. Demain de 17h30 à 21h30, à l'École Normale supérieure, Lyon 7^e

CITOYENNETÉ

Toute l'Europe s'invite à Lyon

Les États généraux de l'Europe auront lieu samedi à Lyon. L'idée : faire de l'Europe une réalité pour tous

La deuxième édition des États généraux de l'Europe commence samedi à la Cité Internationale. Organisée par trois associations françaises de promotion de l'Europe - Europeanova, le Mouvement européen et Notre Europe - et avec le soutien du Grand Lyon, cette manifestation a pour objectif de lancer un vaste débat public sur l'Europe. Faire en sorte que les citoyens se l'approprient, qu'elles deviennent une réalité concrète et non plus cette inconnue sur laquelle on rejette volontiers tous les maux. Plus d'une centaine d'invités ont déjà accepté d'être présents à Lyon pour évoquer le thème de la citoyenneté européenne qui sera le fil rouge de la journée. Outre le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, de nombreuses personnalités politiques seront là comme Jacques Delors (ancien président de la commission européenne), Elisabeth Guigou (députée), Michel Barnier (ministre de l'agriculture) ou encore Daniel Cohn-Bendit

(député européen). L'an dernier, quatre mille personnes ont participé aux premiers États généraux de l'Europe à Lille. Et les organisateurs lyonnais, qui espèrent accueillir encore plus de participants, ont bâti un programme à la hauteur de leurs ambitions. Au programme : deux conférences plénières et 18 ateliers débats qui porteront sur les outils de la démocratie en Europe, les échanges humains et les responsabilités de cette grande organisation. La mobilité des jeunes, la santé, internet, la mondialisation, l'immigration, la responsabilité sociale des entreprises : les débats aborderont les sujets sans tabou ni prosélytisme. « Le but est de faire s'affronter les points de vue, de crever les abcès quand il y en a. On pourra le faire à Lyon et c'est assez rare. » insiste Gaïtane Ricard-Nihoul, secrétaire générale de Notre Europe. Tout a été pensé pour que ces États généraux s'adressent au plus grand nombre. Une simulation de Parlement européen sera par exemple mise en place avec 300 jeunes de 16 à 22 ans qui débattront sur le thème du développement durable entre les deux plénières. Ces jeunes se verront attribuer une nationalité par tirage au sort,



Ce samedi, de 9 heures à minuit, l'Europe investit Lyon, à la Cité Internationale.

se réuniront en commission, débattront, proposeront des amendements... Mais des spectacles pour les enfants sont aussi prévus et un café littéraire permettra au public d'interpeller

des auteurs européens ou ayant écrit sur l'Europe. Enfin, des musiciens s'installeront sur l'esplanade de la Cité Internationale car le 21 juin c'est aussi la fête de la musique.

⁴ <http://www.lyonplus.com/mars2007/index.html>



Lyon Capitale, 17 juin 2008⁵



⁵ <http://www.lyoncapitale.fr/index.php?menu=01&article=5791>



Le Progrès, 14 juin 2008

Politique Economie Social

Le 21 juin, l'Europe s'enracine à Lyon

Rugos 14.06.08

Les Etats généraux de l'Europe auront lieu le 21 juin à Lyon. Objectif : faire de l'Europe une réalité pour les citoyens

Après le succès qu'ont remporté l'an dernier à Lille les premiers Etats généraux de l'Europe, c'est Lyon qui accueillera la deuxième édition de cette manifestation le 21 juin prochain à la Cité centre des congrès. Juste avant le début de la présidence française de l'union européenne, et au moment où le Parlement européen fête ses 50 ans, trois associations (Mouvement européen, Notre Europe et EuropaNova) pilotent depuis des mois cette journée avec près de 70 associations locales.

Un village européen investira la Cité internationale

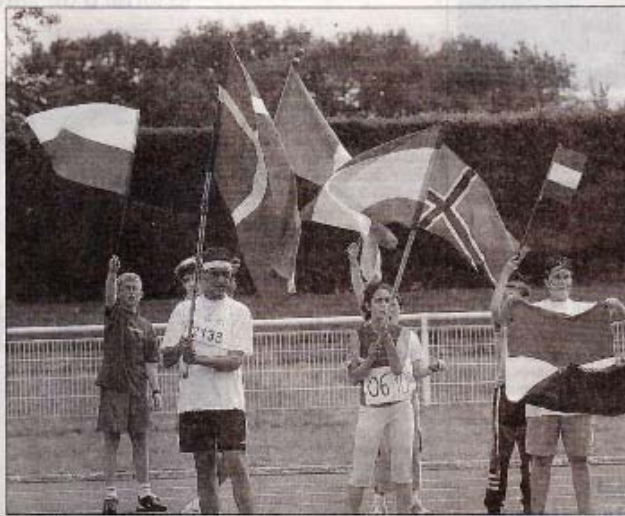
L'objectif de ces Etats généraux est aussi simple qu'ambitieux : faire en sorte que les citoyens s'approprient l'Europe, qu'elle devienne une réalité concrète et non plus cette inconnue sur laquelle on rejette volontiers tous les maux. « Il y a un décalage entre les discours et les actes », déplore Sylvie Goulard, présidente du Mouvement Européen. « Il y a une volonté de se rapprocher des citoyens, mais rien n'est fait dans cette direction. Les Etats généraux de l'Europe ont été créés pour cela ». Plus d'une centaine d'invités (voir par ailleurs) ont déjà accepté d'être présents à Lyon pour évoquer le thème de la citoyenneté européenne qui sera le fil rouge de la journée. Parmi ce « grand casting »,

l'invité d'honneur de ces Etats Généraux qui mettra l'Italie en avant, sera Giorgio Napolitano, le Président de la République italienne.

De grandes figures européennes participeront aux deux plénières et aux 18 ateliers-débats qui porteront sur les outils de la démocratie en Europe, les échanges humains et les responsabilités de l'Europe. La mobilité des jeunes, la santé, Internet, la mondialisation, la migration, la responsabilité sociale des entreprises : les débats aborderont les sujets sans tabou ni prosélytisme. « Le but est de faire s'affronter les points de vue, de crever les abcès quand il y en a. On pourra le faire à Lyon et c'est assez rare », insiste Gaëtan Ricard-Nihoul, secrétaire générale de Notre Europe.

Tout a été pensé pour que ces Etats généraux s'adressent au plus grand nombre. Une simulation de Parlement européen sera mise en place avec 300 jeunes de 16 à 22 ans entre les deux plénières, des spectacles pour les enfants sont prévus et un café littéraire permettra au public d'interpellier des auteurs européens ou ayant écrit sur l'Europe. Un village européen investira la Cité internationale : l'opportunité pour toutes les associations partenaires de faire valoir l'Europe du concret. Enfin, des musiciens européens s'installeront sur l'esplanade de la Cité internationale car le 21 juin c'est aussi la Fête de la musique.

Nathalie Mauret



De nombreuses manifestations sont désormais marquées par notre continent, comme cette «Course de l'Europe» des enfants de l'enseignement libre à Lyon / Archives Laurent Thévenot

■ Jacques Delors et Daniel Cohn-Bendit

Quatre mille personnes ont participé l'an dernier aux premiers Etats généraux de l'Europe à Lille.

Les organisateurs en espèrent un peu plus à Lyon le 21 juin et ont bâti un programme et un casting à la hauteur de leurs ambitions. Outre le président de la République italienne, invité

d'honneur, seront présents : Jacques Delors (ancien président de la commission européenne), Jacques Barrot (commissaire européen), Jean-Pierre Jouyet (secrétaire d'Etat aux affaires européennes), Bronislaw Geremek (député européen), François Chérèque (secrétaire général de la CFDT), Guy Verhof-

tadt (ancien Premier ministre belge), Elisabeth Guigou (députée), Michel Barnier (ministre de l'agriculture), Mercedes Bress (présidente de la région Picardie), Alain Lamassou (ancien ministre, député européen), Daniel Cohn-Bendit (député européen), etc.



Lyon Citoyen, juin 2008

Lyon vu d'ailleurs

Bienvenue en Europe

Comprendre

A trois semaines de l'accession de la France à la présidence du conseil de l'Union européenne, Lyon accueille les Etats généraux de l'Europe. Loin d'une grand-messe pour spécialistes, ils sont largement ouverts au public. Et les thèmes abordés concernent pour la plupart notre vie quotidienne.



Chacun doit devenir acteur de l'Europe.

COMME UNE OPPORTUNITÉ DE DÉBATS OUVERTS ET ACCESSIBLES, LES PREMIERS ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE AVAIENT CONNU, EN 2007 À LILLE, UN RÉEL SUCCÈS, prouvant ainsi qu'ils répondent à des questions que chacun se pose. Sur le même modèle, la 2^e édition, en présence de Jacques Delors (*lire interview ci-contre*) et notamment du président de la République italienne, Giorgio Napolitano, se propose de traiter de la citoyenneté européenne : « L'Europe, c'est nous » (c'est-à-dire les citoyens des États membres) disent les organisateurs. Avec d'autant plus de crédibilité qu'ils se réclament de la société civile, en toute indépendance et d'une approche pluraliste : collectif Europe soon, Mouvement

europeen France et Notre Europe, en collaboration avec de multiples partenaires privés et publics, dont le Grand Lyon. Pour planter le décor, quelques constats : « nous ne connaissons pas bien nos droits ; nous ne tirons pas assez parti des occasions que l'Europe nous offre d'exprimer des choix politiques ; nous ne prenons pas toutes nos responsabilités ». Bref, « le plus souvent, nous laissons faire ».

Comment ça marche ?

En 2 plénères et une vingtaine d'ateliers, auxquels participeront des Européens de toute l'Union, les Etats généraux se proposent d'ouvrir le débat à toute la société et de répondre à ses interrogations sur tout ce qui fait la

Une journée pour devenir plus européen

citoyenneté européenne et, de près ou de loin, concerne chacun : l'impact du droit européen dans la vie quotidienne, la participation citoyenne de ceux qui sont loin des institutions, la mobilité des jeunes, l'avenir des banlieues, les échanges culturels, comment former les leaders européens de demain ?, énergie et lutte contre le changement climatique, responsabilité de l'Union européenne vis-à-vis de ses voisins... Côté détente, les EGE proposeront un café littéraire, un village associatif, une simulation de débat parlementaire, des animations enfants et peut-être, un match de foot et une scène européenne. A chacun sa porte d'entrée dans la citoyenneté de l'Union.

Le 14 juin à l'Ampère 3300. Accès libre et gratuit. Horaires d'été. Toute l'info : www.citoyennete-europeenne.fr



3 questions à



Jacques Delors

Président de la Commission européenne de 1989 à 1994, fondateur de l'association Notre Europe, Jacques Delors sera à Lyon, le 21 juin. Avant-propos.

1. Que manque-t-il aux Français pour se sentir pleinement citoyens européens ?

Avec 400 millions d'Européens, les Français partagent des institutions, des représentants, des lois, des règles pour aller combattre le virus : des politiques communes leur permettent de se déplacer, voyager, étudier dans toute l'Europe, de commercier entre eux. Ils vivent avec un symbole fort de l'unité européenne : l'Euro. Ce qui leur manque, ce sont des explications sur les chantiers en cours pour comprendre ce qu'est devenu "l'Europe" et vers quoi elle marche.

2. En quoi les États généraux peuvent-ils nous faire progresser ?

En nous aidant à mieux comprendre les réalités et les processus de notre appartenance à l'Union, la future (une formidable agone européenne) où les citoyens sont au contact des acteurs. Ils pourront les inspirer, faire part de leurs inquiétudes, de leurs souhaits et propositions pour l'avenir.

3. Quels sont selon vous les atouts de Lyon pour compter parmi les 10 premières métropoles européennes ?

Comme l'Europe, Lyon passe sa vieillesse de l'exploitation de chacun. Son plus grand atout ce sont ses hommes, porteurs de projets économiques, scientifiques, éducatifs, scientifiques, culturels, artistiques, politiques, syndicaux. Tous font œuvre d'invention et d'esprit d'entreprise, une marque de fabrique des grandes villes européennes.

Solidarité numérique : Lyon fait école

Partager Parmi les secteurs de coopération internationale dans lesquels la Ville de Lyon est fortement engagée, la lutte contre la fracture numérique est à la veille de franchir une étape déterminante.

BASEE À LYON ET PRÉSIDÉE PAR GÉRARD COLLONNE, l'Agence mondiale de solidarité numérique pilote depuis 2004 différents projets de villes en développement, avec l'appui financier du Fonds mondial de solidarité numérique. Mais l'une de ses idées les plus ambitieuses peine à se réaliser. Et pour cause, elle nécessite une disposition légale dans chaque pays susceptible d'y adhérer : il s'agit de prélever 1% sur tout achat de matériel ou service informatique, taxe qui au total pourrait apporter au fonds de solidarité numérique une somme considérable. L'enjeu, faut-il le rappeler ?, est que le numérique peut apporter aux régions émergentes non seulement l'outil de communication désormais indispensable aux échanges, donc au développement économique, mais aussi la solution rapide à des problèmes cruciaux : par exemple dans les domaines de la santé (avec la télé-médecine) ou de l'éducation (avec les logiciels pédagogiques).

L'engagement de la France

L'indispensable coup de pouce à la mise en place de ce 1% pourrait bien venir

de la tenue en perspective, à Lyon, de la conférence internationale sur la solidarité numérique, elle-même prévue au Sommet mondial de Doha, en décembre. Le maire de Lyon et le président de la Région Rhône-Alpes (membre fondateur du Fonds mondial), Jean-Jack Queyranne, s'en sont récemment entretenus avec le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui leur a dit la détermination de son ministère à s'engager sur ce dossier initié par Lyon. Pour sa part, le président du Fonds mondial, Alain Madelin, enchaîne sur ce qui est pour lui l'enjeu de la prochaine conférence de Lyon : « c'est extrêmement important car sur le sujet de la solidarité numérique, cela nécessite l'engagement de la France et de l'Europe vis-à-vis des pays en développement ». Pour Lyon, siège de l'Agence mondiale de solidarité numérique, c'est une source accrue d'influence sur la scène internationale. Et la confirmation qu'une initiative de ville, à l'image de la coopération décentralisée dans le domaine des services aux populations, peut aller plus vite et de façon plus pertinente que les relations d'Etat à Etat.

Lyon

n° 94 juin 2008

Membre et édité par la Ville de Lyon

Maire de Lyon

59200 Lyon cedex 01

04 72 10 30 30

www.lyon.fr

lyon@lyon.fr

Directeur de la publication

Jean-François Lemaire

Rédacteur en chef

Alain de Saint-Denis

Michel Desbordes

Stéphane Aubert

Rédaction

Hubert Guignard-Petit

Responsable technique

et artistique

Hubert Guignard-Petit

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert

Stéphane Aubert



Le Progrès, 15 mai 2008⁶

**SAINT-GENIS-POUILLY
LE BUS POUR L'EUROPE EN VADROUILLE A JEAN-MONNET**

*15 mai 2008
Le Progrès
(c) 2008 Le Progrès*

Il s'agit d'une action d'« Europe direct Lyon Rhône-Alpes », partenaire de la Maison de l'Europe du Pays de Gex. L'action justement, « Un Bus pour l'Europe » a pour objectif d'aller à la rencontre de la population sur une période de neuf jours.

À raison d'une ou deux étapes par département, le bus pour l'Europe se présente comme un espace d'animation et d'information sur les réalités de l'Union européenne. Il fera escale à Saint-Genis-Pouilly vendredi, de 10 heures à 17 heures, et stationnera sur le parking du centre culturel Jean-Monnet. Cette année, des expositions sur le fond social européen, qui permet de financer des projets liés aux ressources humaines et à la formation continue seront présentées. Les autres thèmes développés seront relatifs à l'actualité comme prochainement le 50^e anniversaire du Parlement européen, institution qui a le plus augmenté ses pouvoirs au fil des ans.

Mais aussi des informations sur les objectifs de la présidence française de l'Union qui se déroulera du 1^{er} juillet au 31 décembre et aussi la mobilité en Europe à travers les programmes d'éducation et de la jeunesse.

Une présentation des Etats généraux de l'Europe qui se tiendront à Lyon le 21 juin sera également proposée aux visiteurs.

De nombreux livrets d'information seront distribués gratuitement, ainsi que des posters, des cartes et des brochures sur les principales thématiques exposées : Parlement, présidence française, États généraux.

⁶ <http://www.leprogres.fr/>



b) La presse nationale

Les Échos, 25 juin 2008⁷

Idées et Débats > Le point de vue de
VIE POLITIQUE - INSTITUTIONS -

GAETANE RICARD-NIHOUL ET YVES BERTONCINI

Après le « non » irlandais, ouvrons le débat

Il y a des « non » difficiles à digérer. Un projet de traité européen issu d'interminables négociations entre 27 Etats membres, parfois à huis clos mais aussi au grand jour au sein d'une instance - la Convention - révolutionnaire au regard des pratiques diplomatiques, vient d'être rejeté par une majorité des électeurs irlandais, provoquant, une fois de plus, une crise d'envergure européenne. La tentation existe, à Bruxelles et ailleurs, de ne pas s'attarder sur ce « non », d'avancer malgré tout, en prétextant que le vote était avant tout national, que les Irlandais n'ont pas compris le vrai enjeu, etc. Et si, au-delà du sort du traité de Lisbonne, on prenait cette fois le temps d'une analyse plus lucide du rejet qu'il a suscité ?

Que nous dit ce nouveau « non » ? Qu'on ne peut demander aux gens de se prononcer en quelques semaines sur un texte complexe quand, la plupart du temps, ils entendent peu ou pas du tout parler d'Europe dans leur pays, ou quand ils sont régulièrement face à des responsables politiques qui blâment Bruxelles pour une mesure qu'ils ont pourtant acceptée au sein du Conseil des ministres. Ce « non » confirme également que l'Europe est un sujet de controverse comme un autre, sur lequel il faut cesser d'opposer ceux qui « savent » et les « ignorants », qui doit être soumis au débat public comme n'importe quel sujet d'intérêt général.

Pour que ce débat devienne plus quotidien dans l'Union européenne et dépasse les cercles d'initiés, il est tout d'abord essentiel que les responsables politiques nationaux consultent sérieusement parlementaires et société civile avant de prendre leurs décisions à Bruxelles. Puis qu'ils assument davantage ces décisions en les expliquant sans langue de bois quand ils reviennent dans leur capitale. Il y a dans le traité de Lisbonne une disposition qui pourrait les y inciter : elle prévoit que le Conseil des ministres adopte les directives et règlements en public, comme le fait le Parlement européen, et non en catimini. Il suffit de modifier sans délai le règlement intérieur du Conseil pour que cette transparence advienne - point n'est besoin de traité pour cela. Point besoin de traité européen non plus pour renforcer les pouvoirs de contrôle des parlementaires nationaux sur les actes européens de leur gouvernement, notamment en France : ne serait-il pas utile de profiter de la révision constitutionnelle en cours pour ce faire ?

Les responsables politiques nationaux ne sont pas les seuls responsables de l'absence de débats réguliers sur l'Europe. Les médias ne sont pas friands de l'actualité européenne : pas assez « sexy », complexe, trop institutionnelle, « n'intéressant pas le citoyen ». Et pourtant les sujets traités aujourd'hui au niveau européen ressemblent étrangement aux thématiques nationales : environnement, immigration, services d'intérêt général... Par quel processus mystérieux ces sujets seraient-ils tout à coup inintéressants en passant à l'échelle européenne ?

⁷ <http://www.lesechos.fr/info/analyses/4744981.htm>



Que les institutions européennes parlent beaucoup moins d'elles et de leurs réalisations et qu'elles évoquent plutôt l'Europe en général, à partir des questions de base qu'elle suscite chez les citoyens, aiderait sans doute médias et citoyens à leur accorder davantage d'attention...

L'UE a par ailleurs besoin d'être davantage politisée, avec des visages et des alternatives politiques identifiés, permettant aux citoyens d'éclairer leurs choix. Dans cette perspective, les élections européennes de juin 2009 font d'ores et déjà figure de rendez-vous majeur. Là encore, point n'est besoin de traité pour que les partis politiques fassent campagne sur des programmes clairs basés sur des enjeux européens, tout en indiquant quel est leur candidat pour la présidence de la future Commission européenne, puisqu'ils auront à l'investir. Point besoin de traité non plus pour modifier le mode de scrutin des élections européennes en France afin de rapprocher les députés de leurs électeurs au sein de circonscriptions régionales.

La réflexion sur les moyens de faire vivre la démocratie participative en Europe au-delà d'épisodes référendaires souvent « plébiscitaires » est également ouverte. Pourquoi ne pas systématiser le recours aux enquêtes d'opinion ? L'Europe à la fièvre : elle doit passer d'« eurobaromètres » trop généraux et trop peu fréquents aux « eurothermomètres » que sont les sondages, le cas échéant sous leur forme classique, si souvent utilisée au niveau national, ou de préférence sous la forme de sondages délibératifs plus sophistiqués.

Il serait enfin utile d'aider dans un esprit pluraliste une société civile européenne bouillonnante, dont témoigne la tenue des seconds « Etats généraux de l'Europe » à Lyon le 21 juin. Organisés par nos deux organisations et le Mouvement européen-France, en liaison avec des dizaines de partenaires associatifs et locaux pas toujours « spécialistes de l'Europe », ces Etats généraux ont réuni près de 3.000 personnes ayant à cœur de faire entendre leur voix, à la veille de la prochaine présidence française de l'Union européenne comme dans la perspective des prochaines élections européennes.

La nécessité de faire vivre le débat public sur l'Europe ne doit pas seulement être un souci passager, dans la foulée de rejets référendaires ponctuels. Elle doit être élevée au rang de priorités politiques, à partir d'un constat : l'Union européenne du XXI^e siècle sera davantage démocratique ou ne sera pas. Il serait certes dommage d'avoir à renoncer à un traité qui permet justement d'améliorer le fonctionnement démocratique de l'Union. Mais il serait aussi catastrophique de s'en tenir à la seule idée de faire revoter les Irlandais, sans tirer les leçons politiques de ce nouvel échec référendaire, en s'engageant résolument à faire entrer la construction européenne dans le droit commun du débat démocratique.

GAETANE RICARD-NIHOUL est secrétaire générale de Notre Europe.
YVES BERTONCINI est secrétaire général d'EuropaNova



Le Monde, 23 juin 2008⁸

A LYON, LES EUROPHILES LISTENT DES PISTES POUR " SAUVER L'EUROPE "

24 juin 2008
Le Monde
(c) Le Monde, 2008.

UE LES DEUXIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE

Devant le palais des congrès de Lyon, samedi 21 juin, cinq jeunes arborent une banderole " Respect the irish no ". A l'intérieur, les europhiles s'étaient donné rendez-vous pour la deuxième édition des Etats généraux de l'Europe, lancés en 2007 à Lille avant les élections présidentielles.

Devant des invités prestigieux, les trois associations organisatrices (le Mouvement européen-France, Europeanova et les deloristes de Notre Europe) espéraient ne pas trop s'attarder sur le non irlandais au traité de Lisbonne. Mais le sujet a accaparé les esprits. " On ne peut pas bénéficier à ce point des aides européennes, jouer à fond sur le dumping fiscal et au moment où il faut choisir, dire non cela ne m'intéresse pas ", s'est emportée Elisabeth Guigou (PS), stigmatisant le rôle des Américains et du groupe de presse Murdoch dans ce non. Une analyse étayée par le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet : " L'Europe a des ennemis puissants de l'autre côté de l'Atlantique, dotés de moyens financiers considérables. Le rôle des néoconservateurs américains a été très important dans la victoire du non. "

Crise de valeurs, absence de perspective, faiblesse politique, les europhiles ont affirmé ne plus vouloir laisser le monopole de la critique aux europhobes. Pour François Chérèque, si " l'Europe n'a pas de soutien, c'est parce qu'elle n'a pas de base populaire " et ne " parle pas assez de social ". Citant la pêche, le secrétaire général de la CFDT a appelé de ses vœux une Europe qui sorte de son dogmatisme pour s'engager dans la protection des salariés et "apporter des réponses sur la problématique du développement durable et de la mondialisation".

Pour " sauver l'Europe ", d'autres pistes ont été évoquées comme une armée européenne, la création d'un impôt européen, l'instauration d'un référendum européen... " Le piège, a prévenu l'ancien ministre des finances italien Tommaso Padoa-Schioppa, le président de Notre Europe, c'est de croire que l'Europe est faite. "

Sophie Landrin

⁸ http://www.lemonde.fr/europe/article/2008/06/23/a-lyon-les-europhiles-listent-des-pistes-pour-sauver-l-europe_1061720_3214.html#ens_id=1032345



Le Figaro, 21 juin 2008⁹

Non/Irlande: "rôle des néoconservateurs"

Source : AFP

21/06/2008 | Mise à jour : 14:37 |

Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, a dénoncé aujourd'hui à Lyon le "rôle des néo-conservateurs américains" dans la victoire du +non+ irlandais à la ratification du traité de Lisbonne.

"L'Europe reste un combat, l'Europe a des ennemis qui sont puissants et on l'a vu avec le référendum irlandais, qui sont dotés de moyens financiers tout à fait importants, qui viennent non pas d'Europe mais de l'autre côté de l'Atlantique", a affirmé M. Jouyet, qui s'exprimait dans le cadre de la deuxième édition des Etats généraux de l'Europe, à Lyon.

Il a ainsi appelé à avoir "le courage du militantisme européen face à certaines puissances financières".

"Le rôle des néo-conservateurs américains dans le référendum irlandais a été quelque chose de tout à fait important", a souligné M. Jouyet, en ajoutant, sous les applaudissements du public: "quand je vois des socialistes français s'allier, au nom du +non+, à l'extrême droite irlandaise, cela m'interpelle également".

⁹ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/06/21/01011-20080621FILWWW00363-nonirlande-role-des-neoconservateurs.php>



La Croix, 10 juin 2008¹⁰

**LA QUESTION DU JOUR
POURQUOI L'EUROPE N'EST-ELLE PAS POPULAIRE ?**

Copyright 2008 Bayard-Presse - La Croix "All Rights Reserved"

Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen France (1)

Le référendum sur le traité réformateur qui se tiendra jeudi en Irlande tient l'Europe en haleine, car le « non » et le « oui » sont quasiment à égalité, selon les derniers sondages. Présidente du Mouvement européen France, Sylvie Goulard dénonce la faiblesse de l'engagement des élites politiques.

« Comme en France en 2005, on voit en Irlande une coalition des mécontents se regrouper derrière le "non". Des passagers clandestins qui ne répondent pas à la question posée mais se prononcent contre l'OMC, contre l'Europe de la défense, ou contre le mauvais temps sur la côte ouest ! Dans ce type de consultation, tout le monde peut se défouler sans conséquence immédiate ! Certes, le texte du traité est extrêmement technique, comme n'importe quel projet de loi. On touche là à la limite du système référendaire. Est-ce qu'on organiserait un référendum chaque année pour l'adoption de la loi de finances ?

Cette incertitude du vote, dans un pays ayant largement profité de son appartenance à l'Union, reflète aussi à mes yeux un grand désarroi des populations. Elles ne sont pas à la recherche d'une alternative à l'Union mais elles manquent de confiance dans leurs leaders. À travers l'Union, les élites nationales ne se sont jamais investies dans la mission de défendre l'Europe, y compris les jeunes générations. Or on assiste à la faillite d'une "Europe proche des citoyens", promue ces dernières années. Arrêtons de faire croire que tout le monde a son mot à dire sur tout. Mieux vaut des leaders qui montrent le chemin, qui prennent leurs responsabilités, certes après avoir respecté les citoyens par l'organisation de débats. L'enjeu, c'est la création de vrais espaces de débat, plutôt que ces consultations référendaires très ponctuelles entre lesquelles les chancelleries reprennent la main. Il faut savoir ouvrir les débats, puis y mettre un terme et trancher.

Dans un tel cadre, la société civile aurait bien sûr toute sa place. Le Mouvement européen organise d'ailleurs le 21 juin prochain à Lyon, avec Notre Europe et Europanova, des états généraux de l'Europe (2), après le succès de ceux organisés l'an dernier à Lille. La société civile doit se prendre en main et les associations doivent s'ouvrir à des publics qui ne sont pas acquis d'avance. Mais tout leur enthousiasme sera annihilé si les partis et les gouvernements ne gèrent l'enjeu européen que selon des critères partisans ou nationaux. La société civile ne peut pas compenser l'absence d'engagement européen des élites. Elle ne peut pas et ne doit pas s'y substituer. Les deux doivent travailler ensemble. »

(1) Sylvie Goulard vient de publier Il faut cultiver notre jardin européen, Le Seuil, 107 p., 13 €. (2) <http://www.etatsgeneraux-europe.euv>

¹⁰ <http://www.la-croix.com/>



c) *La presse italienne*

La Gazzetta del Sud, 22 juin 2008¹¹

LA GAZZETTA DEL SUD

P. 5

DATA 22/06/08

In un discorso forte, pronunciato agli Stati Generali Ue riuniti a Lione, il presidente

L'Europa non diventi un

Un invito anche a non perdere il "treno" delle riforme

Napolitano ha affrontato il nodo del «no» irlandese al Trattato

capro espiatorio

urgenti, necessarie, indispensabili

Alberto Spampinato
LIONE

La frase che più colpisce è l'invito al governo nazionale non fare dell'Unione Europea «un capro espiatorio» delle proprie colpe. Ma non è il solo richiamo. Giorgio Napolitano ha invitato anche a non perdere il treno del Trattato di Lisbona, delle riforme urgenti, necessarie, indispensabili. Senza di esse dovremmo rassegnarci a non contare nel mondo e a vedere rovinare i conquistati di 50 anni di integrazione che non sono acquisite una volta per tutte, come si è potuti erroneamente credere.

In un discorso forte, accorato, pronunciato in francese agli Stati Generali d'Europa riuniti a Lione, presenti Romano Prodi, Mario Monti, Francesco Padoa-Schioppa, il vice presidente della Commissione Europea Jacques Barrot e l'ex premier belga Guy Verhofstadt, il presidente della Repubblica ha affrontato innanzi tutto il nodo del «no» irlandese al Trattato, ha chiesto di superare le resistenze e di completare l'integrazione europea con nuove regole e con il capitolo decisivo delle politiche comuni.

«È giunto il momento della prova». Se non fosse possibile approvare il nuovo trattato Truena, ha detto, per superare lo scoglio i Paesi che danno via all'Euro dovrebbero costituirsi come gruppo di avanguardia per fare «scritte più avanzate di integrazione e di coesione». Occorre capire, ha aggiunto, che il voto irlandese più che un problema di rifiuto dell'Europa pone «il grande problema della partecipazione e del consenso dei cittadini» al progetto europeo, problema chiuso da «troppi

governi nazionali», che non hanno coinvolto adeguatamente cittadini e Parlamentari in queste scelte e «anzi hanno distorto le posizioni da essi sostenute in sede europea chiamando in causa l'Europa, in particolare la Commissione, la "burocrazia di Bruxelles", come capro espiatorio per coprire loro responsabilità e insufficienze. Il mancato un discorso di verità con i cittadini».

Invece, occorre «una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche», poiché non si può pretendere dai cittadini che si orientino da soli in materie così complesse. «Occorre tornare queste strade senza ulteriori incertezze, ambiguità e ripensamenti». L'Italia condita nel semestre di presidenza francese che inizia a luglio e sosterrà con convinzione gli sforzi di Parigi.

Napolitano ha indicato la necessità di tornare alla ispirazione dei «padri fondatori» che hanno indicato il traguardo dell'unione politica, «la sola strada percorribile», tanto più necessaria oggi in un mondo globalizzato in cui nessuno stato nazionale da solo «può risolvere i suoi problemi né dare un valido contributo al superamento delle sfide globali». «Non c'è pretesa di autosufficienza, non c'è illusione protezionista, che possa mettere l'Italia o la Francia o la Germania al riparo dalle globalizzazioni».

Esplendo il ringrazio per la merca approvazione del Trattato Costituzionale che conteneva le riforme e le regole indispensabili in una Europa a 27. Poiché quei contenuti sono stati fatti salire «in larghissima misura» nel nuovo Trattato, bisogna approvarlo.

¹¹ <http://www.gazzettadelsud.it/>



La Stampa, 22 juin 2008¹²

E ORA NAPOLITANO TEME DI FINIRE COME SCALFARO

«I governi non attacchino l'Europa come capro espiatorio per mascherare i loro problemi»

PAOLO PASSARINI
LIONE

Spiazzato e visibilmente fuori di sé, Giorgio Napolitano ha evitato con cura ogni contatto con i giornalisti per l'intera durata del suo soggiorno nella capitale del Rodano. Anzi, in stridente contrasto con quello che è il suo



Il presidente Napolitano (a sx.) con l'ex ministro Prodi

comportamento abituale, il Presidente ha reagito con manifesto fastidio a ogni tentativo di strappargli un commento perfino su una materia politicamente abbastanza innocua come il futuro dell'Unione europea. Tanto che quando, alla fine dell'intervento pronunciato in francese di fronte agli Stati Generali d'Europa per incitare i paesi più determinati a procedere da soli sulla strada dell'unificazione politica, gli è stato chiesto se poteva ripetere in italiano il suo «appello» per la radio, ha risposto bruscamente: «Quale appello?» e si è infilato in una saletta protetto dal suo servizio d'ordine. Sapendo come vanno in genere queste cose, voleva essere assolutamente sicuro che perfino una battuta anodina contro i governi che usano l'euroburocrazia come «capro espiatorio» non venisse stravolta e presentata come un intervento sui temi caldi della politica nazionale.

Sperimentato navigatore della politica, Napolitano non escludeva che Berlusconi avesse perso, oltre che il pelo, anche il vizio. Ma certamente non si aspettava che, nel giro di pochi giorni, proprio quando la situazione politica sembrava avviarsi verso una cooperativa normalità, il Cavaliere, prima con gli emendamenti al decreto sulla sicurezza poi con la sparata di Bruxelles, riaprisse in grande stile il conflitto con la magistratura e distruggesse quell'abbozzo di concordia nazionale che si stava finalmente delineando.

Pur essendo ovvio, data la sua storia politica, che il Presidente, alle ultime elezioni, non possa aver fatto il tifo per il centrodestra, tuttavia, da un punto di vista generale, il risultato del voto

¹² <http://www.lastampa.it/redazione/cmsSezioni/politica/200806articoli/33984girata.asp>



non gli era del tutto dispiaciuto. Anzi, la netta maggioranza raccolta dalla coalizione guidata da Berlusconi avrebbe almeno garantito stabilità, caratteristica che mancava del tutto nella legislatura precedente, come egli stesso aveva sottolineato più volte a partire dal giorno della sua elezione. La stabilità avrebbe facilitato, oltre che la governabilità, anche quel minimo di accordo necessario con l'opposizione per fare le riforme istituzionali. Il clima sarebbe cambiato e per lui sarebbe stato molto più facile svolgere il suo compito. Il Presidente - questo era il suo schema - si sarebbe messo al riparo del suo ruolo istituzionale, limitandosi a qualche suggerimento, o, quando il caso, a qualche correzione in punta di costituzione e tutto sarebbe filato liscio per cinque anni. E le cose sembravano funzionare proprio in questo senso: l'atteggiamento cooperativo del Pd di Walter Veltroni a cui faceva da contrappunto l'evidente intenzione di Berlusconi di assumere l'immagine di un «senior statesman», di un riverito statista, anche in vista di una sua futura ascesa al Colle, confermavano la giustezza del suo schema.

Ma ieri mattina, a Lione, perfino i più stretti collaboratori di Napolitano, di solito molto controllati, non avevano difficoltà ad ammettere che, questa volta, il Presidente era stato colto di sorpresa. «Così non se l'aspettava proprio».

A parte l'infausto disintegrarsi del più volte invocato «clima di concordia nazionale», le uscite del Cavaliere stavano sicuramente provocando il riaccendersi, in forme forse ancora più violente del passato, di quella guerra tra magistratura e politica, che, oltre che bloccare i ruoli e rendere impossibile ogni seria riforma, rischia di schiacciare l'immagine del presidente in una mediazione impossibile.

Saltato lo schema di una presidenza più istituzionale e meno politica dei primi due anni, Napolitano adesso si chiede cosa fare: mettersi «alla cappa» e aspettare che passi la tempesta o scendere in campo, rischiando di diventare un nuovo Scalfaro?

Il Presidente ci sta riflettendo e, intanto, rivendica il suo diritto di mantenere il riserbo. E così, venerdì, all'uscita della cattedrale di Saint Jean, per schivare i giornalisti non ha esitato a imboccare con tutto il seguito uno stretto cunicolo. Uscitone, si è diretto verso una rinomata pasticceria, di fronte alla quale un occhiuto zingaro con la fisarmonica, riconosciuto, ha intonato la musica del «Padrino». Intuendo che qualcosa non andava, lo zingaro è passato velocemente a «Bella ciao».

Il Messaggero, 21 juin 2008¹³

Napolitano: «Ue capro espiatorio, troppi governi la usano per coprire le proprie inefficienze»

LIONE (21 luglio) - La sola strada percorribile per l'avanzamento dell'Europa è lo sviluppo verso l'unione politica. Giorgio Napolitano lo ha detto agli Stati Generali d'Europa, spiegando che occorre approfondire l'integrazione, essere più coraggiosi e coerenti, altrimenti è a rischio tutta la costruzione dell'Europa, quel che si è fatto in 50 anni. Il voto degli irlandesi contro la

¹³ http://www.ilmessaggero.it/articolo.php?id=26305&sez=HOME_INITALIA&snw=R



ratifica del trattato di Lisbona pone innanzitutto il problema «della partecipazione e del consenso dei cittadini» alla costruzione europea, ha detto il presidente della Repubblica, spiegando che se c'è un problema di rapporto tra governati e governanti va risolto con «un discorso di verità. Non si può pretendere che i cittadini si orientino da soli, occorre una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche degli stati membri».

Ue: è il momento della prova. Sull'allargamento e sulle istituzioni europee è giunto il momento della prova, dice Napolitano. Se in 27 l'Unione non funziona e non sa nemmeno cambiare le regole «bisogna allora trovare le forme di un impegno più saldo e coerente, tra quei paesi che si sono riconosciuti nella scelte più avanzate di integrazione e coesione come quella della moneta unica e dell'eurozona».

Con il Trattato Costituzionale, quello affossato dai referendum francese e olandese, era stata intrapresa e tracciata la via dell'Unione politica quale «sola strada percorribile per tutti noi», ha aggiunto Napolitano. Il trattato conteneva i necessari cambiamenti delle regole. In larghissima misura quelle innovazioni sono state inserite nel testo adottato a Lisbona lo scorso dicembre. «Adesso non possiamo permetterci di far naufragare, travolto dal referendum irlandese anche il trattato di Lisbona - ha detto Napolitano -. Non possiamo lasciarci dominare dal tabù dell'unanimità».

Per i governi l'Europa è un capro espiatorio. Giorgio Napolitano chiama in causa poi la responsabilità dei governi degli Stati nazionali nella formazione di una coscienza europea e di un consenso a favore dell'integrazione politica. «Troppi governi nazionali hanno indicato l'Europa e in particolare la Commissione Europea, la burocrazia di Bruxelles come capro espiatorio per coprire loro responsabilità e inefficienze». I governi nazionali, ha aggiunto, hanno gestito gli affari europei «in solitudine, preoccupandosi poco di coinvolgere le opinioni pubbliche e i parlamenti».



La Nazione, 21 juin 2008¹⁴

STATI GENERALI EUROPEI

Napolitano: "Ue, governi inefficienti la usano come capro espiatorio"

Il presidente della Repubblica a Lione bacchetta i governi e dopo il fallimento del referendum irlandese caldeggia "un impegno più saldo e coerente"

Dimensione testo

Home

Il presidente della Repubblica Giorgio Napolitano Lione, 21 giugno 2008 - Per il presidente della Repubblica, Giorgio Napolitano, "troppi governi hanno dissimulato le posizioni da essi sostenute in sede europea, chiamando in causa l'Europa e in particolare la Commissione europea come capro espiatorio per coprire loro responsabilità e inefficienze".

Intervenendo agli Stati Generali d'Europa, oggi a Lione, Napolitano ha sottolineato che "troppi governi nazionali hanno negli anni scorsi ritenuto di poter gestire in solitudine gli affari europei, poco preoccupandosi di coinvolgere sistematicamente le rispettive opinioni pubbliche e perfino i rispettivi Parlamenti nelle discussioni e nelle scelte cui erano chiamate le istituzioni dell'Unione".

DOPO IRLANDA, PIU' IMPEGNO

Dopo il fallimento del referendum irlandese di ratifica della Convenzione europea "è giunto il momento della prova: se in questa dimensione e con queste regole l'Unione europea mostra di non poter funzionare e di non poter nemmeno cambiare le proprie regole, bisogna trovare le forme di un impegno più saldo e coerente tra quei Paesi che si sono riconosciuti nelle scelte più avanzate di integrazione e coesione, come quella della moneta unica, quella dell'euro e dell'Eurozona".

E' questo il passaggio-clou dell'intervento del presidente della Repubblica italiana, Giorgio Napolitano, agli Stati Generali d'Europa, che si stanno svolgendo in questi giorni a Lione. Napolitano, intervenuto di fronte a una numerosissima platea di personalità europee, fra cui l'ex presidente del Consiglio italiano e della Commissione europea, Romano Prodi, ha sostenuto con vigore che consentire il naufragio del Trattato di Lisbona, dopo quello della Convenzione europea "equivarrebbe a mettere a rischio le conquiste del passato e le prospettive del futuro".

¹⁴ http://quotidianonet.ilsole24ore.com/2008/06/21/98720-napolitano_governi_inefficienti.shtml



Il Corriere della Sera, 21 juin 2008¹⁵

L'INTERVENTO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA AGLI STATI GENERALI DELL'EUROPA

Napolitano: «Ue non sia il capro espiatorio dell'inefficienza dei governi»

«La sola strada percorribile per l'avanzamento dell'Europa è lo sviluppo verso l'unione politica»



LIONE - L'Unione europea non sia il capro espiatorio dell'inefficienza dei governi. Lo ha detto il presidente della Repubblica, Giorgio Napolitano, intervenendo a Lione agli Stati generali dell'Europa, dopo la [bocciatura in Irlanda del referendum sul Trattato di Lisbona](#). «Troppi governi hanno dissimulato le posizioni da essi sostenute in sede europea, chiamando in causa l'Europa e in particolare la Commissione europea come capro espiatorio per coprire loro responsabilità e inefficienza», è stata la dura accusa di Napolitano. «Troppi governi hanno negli anni scorsi ritenuto di poter gestire in solitudine gli affari europei, poco preoccupandosi di coinvolgere le rispettive opinioni pubbliche e perfino i rispettivi Parlamenti nelle discussioni e nelle scelte cui erano chiamate le istituzioni dell'Ue».

UNIONE POLITICA - «La sola strada percorribile per l'avanzamento dell'Europa è lo sviluppo verso l'unione politica», ha aggiunto Napolitano, spiegando che occorre approfondire l'integrazione, essere più coraggiosi e coerenti, «altrimenti è a rischio tutta la costruzione dell'Europa, quel che si è fatto in 50 anni». Il voto degli irlandesi pone il problema «della partecipazione e del consenso dei cittadini» alla costruzione europea, ha proseguito il capo dello Stato, aggiungendo che c'è un problema di rapporto tra governati e governanti che va risolto con «un discorso di verità». Non si può pretendere che i cittadini si orientino da soli, occorre «una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche» degli Stati membri. Napolitano prospetta una soluzione: «Se con queste regole l'Ue non riesce a funzionare, bisogna trovare forme di impegno più saldo tra i Paesi che si sono riconosciuti nelle scelte più avanzate di integrazione e di coesione come la moneta unica».

21 giugno 2008

¹⁵ http://www.corriere.it/politica/08_giugno_21/napolitano_ue_lione_b48081b4-3f6c-11dd-aa0d-00144f02aabc.shtml



Sesto Potere, 21 juin 2008¹⁶

**NAPOLITANO A LIONE PER GLI "STATI GENERALI DELL'EUROPA"
(21/6/2008 12:00)**

(Sesto Potere) - Lione - 21 giugno 2008 - "L'Europa potrà ancora contare sulla scena mondiale, potrà ancora dare il suo apporto peculiare e insostituibile all'evoluzione dell'ordine globale, solo se riuscirà ad affermarsi come entità politica unitaria". E' quanto affermato dal Presidente della Repubblica Italiana, Giorgio Napolitano, a Lione nel corso del suo intervento agli "Stati Generali dell'Europa". "La Comunità e poi l'Unione - ha aggiunto il Capo dello Stato - si sono via via allargate fino a raggiungere i 27 Stati membri. Ma è giunto il momento della prova: se in questa dimensione e con queste regole l'Unione mostra di non poter funzionare e di non potere nemmeno cambiare le sue regole, bisogna allora trovare le forme di un impegno più saldo e coerente tra quei paesi che si sono riconosciuti nelle scelte più avanzate di integrazione e coesione, come quella della moneta unica, quella dell'Euro e dell'Eurozona. E bisogna capire che la vicenda del voto in Irlanda ha più che mai, drasticamente posto un grande problema. Il problema del rapporto tra governanti e governati nell'Europa unita, il problema della partecipazione e del consenso dei cittadini".

"Si deve puntare - ha proseguito il Presidente Napolitano - sul recupero di un rapporto di fiducia con i cittadini, basato su una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche che rappresentano gli Stati membri dell'Unione. E' qui il nocciolo della questione della democrazia nel contesto dell'Europa unita; questione da affrontare, naturalmente, anche in termini concreti valorizzando il Parlamento europeo e i suoi poteri, intensificando la collaborazione con i Parlamenti nazionali ed ascoltandone la voce, rafforzando il dialogo con la società civile, chiamando i cittadini a riconoscersi nella Carta dei diritti fondamentali dell'Unione e ad esercitare la loro iniziativa anche sul terreno della sollecitazione di nuovi atti legislativi europei.

Si tratta di strade da battere senza ulteriori incertezze, ambiguità e ripensamenti. Chiediamo ai cittadini, chiediamo alle giovani generazioni, di intervenire, di far pesare, costruttivamente, le loro istanze. E chiediamo alle leadership politiche di mostrare consapevolezza, senso del futuro e anche senso dell'urgenza. La Francia - che è sempre stata al centro dell'integrazione europea e che tra qualche giorno assumerà la responsabilità di presiedere il Consiglio nel prossimo semestre - darà senza dubbio un apporto prezioso in questa fase cruciale per l'avvenire dell'integrazione. L'Italia - ha concluso il Presidente della Repubblica - la sosterrà con determinazione. I nostri due paesi hanno - sin dall'inizio, in quanto paesi fondatori - una responsabilità particolare verso la costruzione europea. Sono tra i più importanti detentori del patrimonio, del metodo e dell'acquis comunitari, così come si sono sviluppati fin dall'inizio. Insieme, ed in collaborazione con gli altri partner europei, non mancheranno questa occasione per riflettere sulle sfide alle quali l'Unione deve fare fronte".

¹⁶ http://www.sestopotere.com/index_ihtml?step=2&rifcat=220&Rid=168472



La Repubblica, 21 juin 2008¹⁷

Il Presidente della Repubblica interviene a Lione agli Stati generali dell'Europa

"Un problema di consenso e partecipazione ha minato il processo d'integrazione"

Ue, Napolitano: "Capro espiatorio di troppi governi insufficienti"

Il referendum irlandese "non può bloccare il Trattato di Lisbona"



Il Presidente della Repubblica Giorgio Napolitano

LIONE - Lezione di Europa, di democrazia e di buon senso del presidente Napolitano agli Stati generali d'Europa. Il capo dello Stato chiama in causa una dote rara tra i politici - l'assunzione di responsabilità base della democrazia - e punta l'indice contro quei governi che hanno utilizzato in questi anni l'Unione Europea come "capro espiatorio per coprire le loro responsabilità e insufficienze". Intervendendo agli Stati generali a Lione, Napolitano sottolinea che a forza di nascondersi dietro le direttive comunitarie si è creato un "problema di partecipazione e di consenso dei cittadini" che ha minato il processo di integrazione. E questo è uno dei motivi che hanno portato alla bocciatura del Trattato europeo nel referendum irlandese.

Napolitano è convinto che la sola strada percorribile per l'avanzamento dell'Europa sia lo sviluppo verso l'unione politica. In quest'ottica occorre approfondire l'integrazione, essere più coraggiosi e coerenti, altrimenti è a rischio tutta la costruzione dell'Europa, quel che si è fatto in 50 anni.

Napolitano giunge al Palazzo dei Congressi di Lione ed è accolto da un piccolo gruppo di ragazzi che sventolano la bandiera irlandese. Sulle magliette verde smeraldo portano la scritta: "Non ignorate il nostro voto". Un dettaglio, è vero, ma che dice molto sul gradimento dell'Europa. Il Presidente prende la parola e riparte da dove l'aveva lasciata subito dopo il no irlandese. "Possiamo ammettere che il Trattato di Lisbona venga travolto dal referendum in Irlanda?" chiede Napolitano, che aggiunge: "Può il necessario cammino verso il rafforzamento dell'Unione essere bloccato dal tabù dell'unanimità? Lasciare che ciò accada equivarrebbe a mettere a rischio le conquiste del passato".

Che fare quindi? "E' giunto il momento della prova. Se in questa dimensione e con queste regole l'Unione non riesce a funzionare bisogna trovare le forme di impegno più saldo tra i Paesi che si sono riconosciuti nelle scelte più avanzate di integrazione e di coesione come la moneta unica". Il primo passo è riconoscere una realtà scomoda: "Il voto in Irlanda ha drasticamente posto il grande problema del rapporto tra governanti e governati nell'Europa unita, il problema della partecipazione e del consenso dei cittadini". E troppi sono stati i governi nazionali che negli anni scorsi "hanno ritenuto di poter gestire in solitudine gli affari europei, preoccupandosi poco di coinvolgere sistematicamente le rispettive opinioni pubbliche e persino i rispettivi parlamenti nelle discussioni e nelle scelte cui erano chiamate le istituzioni dell'Unione".

¹⁷ <http://www.repubblica.it/2008/06/sezioni/esteri/irlanda-referendum/napolitano-21giu/napolitano-21giu.html>



Ed ecco l'affondo, la verità scomoda spiattellata sul tavolo: "Troppi governi hanno anzi dissimulato le posizioni da esse sostenute in sede europea, chiamando in causa l'Europa e in particolare la Commissione Europea, la 'burocrazia di Bruxelles' come capro espiatorio per coprire le loro responsabilità e insufficienze". Insomma, troppo comodo nascondersi dietro l'Europa per giustificare scelte poco popolari, troppo comodo addossare a Bruxelles responsabilità che invece sono proprie.

C'è, però, un altro punto: "Non si può pretendere dai cittadini che si orientino nella trama delle norme di un nuovo Trattato, e addirittura nel labirinto di un collage di emendamenti ai Trattati vigenti come quello concordato a Lisbona". Quella sì che è roba da burocrati, un testo quasi illeggibile. Inevitabile che si crei "un equivoco, o il timore di una delega in bianco alle istituzioni europee". Al contrario, quello di cui c'è necessità "è il recupero di un rapporto di fiducia con i cittadini basato su una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche che rappresentano gli Stati membri dell'Unione".

Un rafforzamento del Parlamento europeo che si basa sul principio dell'assunzione di responsabilità: dei cittadini al momento del voto, dei governi al momento della decisione. E' questa la ricetta di Napolitano contro le forze che vorrebbero frantumare l'Europa.

Libero, 21 juin 2008¹⁸

Napolitano: l'Ue non sia il capro espiatorio dell'inefficienza dei governi Sabato 21.06.2008 11:05

L'Unione europea non sia il capro espiatorio dell'inefficienza dei governi. Parola del presidente della Repubblica, Giorgio Napolitano, intervenendo a Lione agli Stati generali dell'Europa, dopo la bocciatura in Irlanda del referendum sul Trattato di Lisbona. "Troppi governi hanno dissimulato le posizioni da essi sostenute in sede europea, chiamando in causa l'Europa e in particolare la Commissione europea come capro espiatorio per coprire loro responsabilità e inefficienza", è stata la dura accusa di Napolitano. "Troppi governi hanno negli anni scorsi ritenuto di poter gestire in solitudine gli affari europei, poco preoccupandosi di coinvolgere le rispettive opinioni pubbliche e perfino i rispettivi Parlamenti nelle discussioni e nelle scelte cui erano chiamate le istituzioni dell'Ue". All'indomani della polemica tra il premier e il leader della Commissione Barroso (vedi box a lato), le parole del capo dello Stato suonano come un 'richiamo' (neanche troppo velato) a Silvio Berlusconi e alla politica europea del governo.

"La sola strada percorribile per l'avanzamento dell'Europa è lo sviluppo verso l'unione politica", ha aggiunto Napolitano, spiegando che occorre approfondire l'integrazione, essere più coraggiosi e coerenti, "altrimenti è a rischio tutta la costruzione dell'Europa, quel che si è fatto in 50 anni". Il voto degli irlandesi pone il problema "della partecipazione e del consenso dei cittadini" alla costruzione europea, ha proseguito il capo dello Stato, aggiungendo che c'è un problema di rapporto tra governati e governanti che va risolto con "un discorso di verità". Non si può pretendere che i cittadini si orientino da soli, occorre "una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche" degli Stati membri. Napolitano prospetta una soluzione: "Se con queste regole l'Ue non riesce a funzionare, bisogna trovare forme di impegno più saldo tra i Paesi che si sono riconosciuti nelle scelte più avanzate di integrazione e di coesione come la moneta unica".

¹⁸ <http://canali.libero.it/affaritaliani/politica/unioneeuropenapolitano210608.html>



2. TELEVISIONS ET RADIOS

a) Les télévisions locales

France 3 – Rhône-Alpes, 21 juin 2008¹⁹

Le 19/20 consacre un reportage aux États Généraux (début à 8'38'') avec un centrage sur la plénière d'ouverture, sur le café littéraire et sur la simulation parlementaire.

b) Les télévisions nationales

Euronews, 23 juin 2008²⁰ (article complet et vidéo disponible sur le site Internet)

Union européenne : Spleen irlandais aux Etats Généraux d'Europe

C'est au cri d'un No irlandais au fort accent français qu'a eu lieu la deuxième édition des Etats Généraux d'Europe ce week-end à Lyon. Et depuis le 12 juin dernier, la revendication des tenants du non reste la même : le respect du vote irlandais au référendum sur le Traité de Lisbonne !

Public Sénat, 21 juin 2008, 14h05²¹ (vidéo disponible / plénière d'ouverture)

Etats généraux de l'Europe

Durée : 89 minutes

Etats généraux de l'Europe depuis Lyon, en présence de Giorgio Napolitano, Président de la République d'Italie, Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Elisabeth Guigou, Députée de Seine Saint-Denis, Vice Présidente de la Commission Affaires Etrangères...

Euronews, 20 juin 2008²²

En prémices des États Généraux, Alain Lamassoure et Daniel Cohn-Bendit ont entamé les débats sur l'avenir du traité de Lisbonne.

Émission : AGORA

Traité Européen de Lisbonne : Quel avenir pour la démocratie en Europe ?

Deux personnalités de premier plan, chefs de file des Eurodéputés se penchent sur le sujet après le NON irlandais à la ratification du Traité de Lisbonne. D'un côté, Daniel Cohn-Bendit pour les Verts, sur le devant de la scène politique et médiatique depuis Mai 68. Et de l'autre,

¹⁹ http://jt.france3.fr/regions/popup-test.php?id=b69a_1920&video_number=2

²⁰ <http://www.euronews.net/fr/article/23/06/2008/eu-leaders-urged-to-stiffen-resolve-not-leave-europe-limp/>

²¹ <http://www.publicsenat.fr/cms/video-a-la-demande/vod.html?idE=57937>

²² <http://www.euronews.net/fr/article/20/06/2008/cohn-bendit-and-lamassoure-brainstorm-a-new-eu/>



Alain Lamassoure pour le PPE, ancien ministre français, un des personnages clefs de la présidence française.

c) Les radios locales

Les stations locales se sont fortement mobilisées pour l'occasion. Ainsi, Radio Pluriel, hors émissions réalisées avant les États Généraux, a déplacé sa station dans le village associatif pour donner lieu à une journée spécifique d'émissions pour les États Généraux.

D'autres stations ont aussi fait le déplacement, telles que Radio Brume.

Radio Pluriel, 20 juin 2008²³

Cynthia Fleury, Gaëtane Ricard-Nihoul, Yves Bertoncini ont été interviewés sur les États Généraux par Frédéric Garcia (Radio Pluriel) et Audrey Soria (Europe direct-Lyon) pour l'émission "Europe direct".

Radio Pluriel, 21 juin 2008

Journée spéciale « États Généraux de l'Europe », retransmission en direct des débats et interviews.

Radio Brume, 21 juin 2008

Journée spéciale « États Généraux de l'Europe », retransmission en direct des débats et interviews.

²³ <http://www.radiopluriel.fr/>



d) Les radios nationales

France Info, 19 juin 2008²⁴ (Podcast disponible)

L'invité du soir / Chaque soir, une personnalité revient sur l'actualité du jour, et en décrypte l'un des aspects.

Olivier Emond anime la tranche d'information de France Info en semaine de 22h à minuit.
22h10

Cynthia Fleury, présidente d'EuropaNova

Les 27 chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union européenne sont réunis en ce moment à Bruxelles pour discuter institutions mais aussi lutte contre la crise économique liée au prix du pétrole.

"le problème de l'Europe, c'est que le temps des citoyens n'est pas le même que celui des Etats" (4'08")

e) Les télévisions et radios italiennes

RAI TV, 21 juin 2008²⁵ (vidéo)

Napolitano: l'UE non sia capro espiatorio

"L'unione Europea non sia il capro espiatorio dell'inefficienza dei governi". Questo il monito del Capo dello Stato, da Lione, dove e' intervenuto agli Stati Generali dell'Europa.

Napolitano: l'UE non sia capro espiatorio

"L'unione Europea non sia il capro espiatorio dell'inefficienza dei governi". Questo il monito del Capo dello Stato, da Lione, dove e' intervenuto agli Stati Generali dell'Europa.

Servizio di Alberto Romagnoli dall'edizione delle 13.30 del 21 giugno

Tratto da: TG1

Tema: tg1

Pubblicato: 21/06/2008

RAI TV, 21 juin 2008²⁶ (vidéo)

Napolitano sulla UE

Non sia il capro espiatorio

²⁴ http://www.france-info.com/spip.php?article150434&theme=81&sous_theme=14

²⁵ <http://www.rai.tv/mpplaymedia/0,,News-Tg1%5E71%5E97886,00.html>

²⁶ <http://www.rai.tv/mpplaymedia/0,,News-Tg1%5E71%5E98001,00.html>



RAI 24 News, 21 juin 2008²⁷

Napolitano: l'Unione europea è il capro espiatorio di governi insufficienti



Giorgio Napolitano punta l'indice contro quei Governi che hanno utilizzato in questi anni l'Unione Europea come "capro espiatorio per coprire le loro responsabilità e insufficienze". A forza di nascondersi dietro le direttive comunitarie, spiega Napolitano, intervenendo agli stati generali dell'Europa, si è creato un "problema di partecipazione e di consenso dei cittadini" che ha minato il processo di integrazione.

La sola strada percorribile per l'avanzamento dell'Europa è lo sviluppo verso l'unione politica, ha detto Napolitano agli Stati Generali de l'Europa, spiegando che occorre approfondire l'integrazione, essere più coraggiosi e coerenti, altrimenti è a rischio tutta la costruzione dell'Europa, quel che si è fatto in 50 anni.

"Possiamo ammettere che il Trattato di Lisbona venga travolto dal referendum in Irlanda?", si chiede Napolitano, "può essere bloccato dal tabù dell'unanimità il necessario cammino verso il rafforzamento dell'Unione?". La risposta è scontata: "no, lasciare che ciò accada equivarrebbe a mettere a rischio le conquiste del passato". Però' sia chiara una cosa: "è giunto il momento della prova. Se in questa dimensione e con queste regole l'Unione non riesce a funzionare bisogna trovare le forme di impegno più saldo tra i Paesi che si sono riconosciuti nelle scelte più avanzate di integrazione e di coesione come la moneta unica".

Il voto dell'Irlanda pone il problema della partecipazione

Il voto degli irlandesi contro la ratifica del trattato di Lisbona pone innanzitutto il problema "della partecipazione e del consenso dei cittadini" alla costruzione europea. Lo ha detto il presidente della Repubblica Giorgio Napolitano agli Stati Generali d'Europa, spiegando che c'è un problema di rapporto tra governati e governanti va risolto con "un discorso di verità". Non si può pretendere che i cittadini si orientino da soli, occorre "una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche degli stati membri".

²⁷ <http://www.rainews24.rai.it/notizia.asp?newsid=82994>



Giornale Radio RAI, 21 juin 2008²⁸

**Europa, Napolitano: unione politica l'unica strada
dall'inviato Grazia Trabalza
LIONE 21/06/08 - 11:57**

A Lione gli Stati generali d'Europa, ospite d'onore il presidente della Repubblica, Napolitano. La Commissione europea, dice, non sia il 'capro espiatorio' delle responsabilità e delle inefficienze dei governi nazionali. LE sul 'no' irlandese al trattato di Lisbona, poi, il capo dello Stato dice: un voto che ha drasticamente posto il grande problema del rapporto tra governanti e governati nell'Europa unita, il problema della partecipazione e del consenso dei cittadini.

3. LE WEB

a) Dépêches d'agence

ANSA, 21 juin 2008

2008-06-21 18:23

PRODI A LIONE, POLEMICHE SUI GIUDICI? NON NE SO NULLA

(ANSA) - LIONE, 21 GIU - Presidente Prodi, in Francia l'aria e' piu' fresca? "Anche in Italia l'aria e' buona. E' tutta questione di polmoni", risponde Romano Prodi, con un sorriso ironico. L'ex premier saluta i giornalisti italiani, ma e' attentissimo a non fare commenti sulle recenti polemiche politiche italiane. Una domanda e' d'obbligo: cosa pensa del nuovo scontro politica- giustizia? "Non ne so nulla - risponde simulando sorpresa - Manco da un po' dall'Italia. Sto girando l'Europa. Sono stato in Spagna e voglio tornarci...". Impossibile farlo parlare dell'assemblea di ieri del Pd dove e' stato considerato il grande assente. L'ex premier appare in ottima forma. E' venuto a Lione insieme alla signora Flavia e ha incontrato il presidente della Repubblica Giorgio Napolitano, che e' l'ospite d'onore a questi Stati Generali d'Europa promossi, per il secondo anno consecutivo, da tre movimenti francesi che si battono per l'integrazione politica: il Movimento Europeo, Europa Nova e l'associazione promossa da Jacques Delors, 'Notre Europe'. Anche Prodi qui e' un ospite gradito e di riguardo. Da ex presidente della Commissione Europea ha partecipato ad alcuni seminari, ha detto la sua sui destini dell'Unione Europea. Poi ha salutato Napolitano ed e' ripartito.(ANSA).
SPM/

²⁸ http://www.radio.rai.it/grr/view.cfm?Q_PROG_ID=421&Tematica=13&V_IDNOTIZIA=43816



ANSA, 22 juin 2008²⁹

**UE, NAPOLITANO: UNIONE POLITICA UNICA STRADA POSSIBILE
dell'inviato Alberto Spampinato**

LIONE - La frase che più colpisce è l'invito ai governi nazionali a non fare dell'Unione Europea "un caprio espiatorio" delle proprie colpe. Ma non è il solo richiamo. Giorgio Napolitano ha invitato anche a non perdere il treno del Trattato di Lisbona, delle riforme urgenti, necessarie, indispensabili. Senza di esse dovremmo rassegnarci a non contare nel mondo e a vedere svanire le conquiste di 50 anni di integrazione che non sono acquisite una volta per tutte, come si è portati erroneamente a credere. In un discorso forte, accorato, pronunciato in francese agli Stati Generali d'Europa riuniti a Lione, presenti Romano Prodi, Mario Monti, Tommaso Padoa-Schioppa, il vice presidente della Commissione Europea Jacques Barrot e l'ex premier belga Guy Verhofstadt, il presidente della Repubblica ha affrontato innanzi tutto il nodo del 'no' irlandese al Trattato, ha chiesto di superare le resistenze e di completare l'integrazione europea con nuove regole e con il capitolo decisivo delle politiche comuni. "E' giunto il momento della prova". Se non fosse possibile approvare il nuovo nuovo Trattato, ha detto, per superare lo stallo i Paesi che danno vita all'Euro dovrebbero costituirsi come gruppo di avanguardia per fare "scelte più avanzate di integrazione e di coesione".

Occorre capire, ha aggiunto, che il voto irlandese più che un problema di rifiuto dell'Europa pone "il grande problema della partecipazione e del consenso dei cittadini" al progetto europeo", problema eluso da "troppi governi nazionali", che non hanno coinvolto adeguatamente cittadini e Parlamenti in queste scelte e "anzi hanno dissimulato le posizioni da essi sostenute in sede europea chiamando in causa l'Europa, in particolare la Commissione, la 'burocrazia di Bruxelles', come caprio espiatorio per coprire loro responsabilità e insufficienze. E' mancato un discorso di verità con i cittadini". Invece, occorre "una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche", poiché non si può pretendere dai cittadini che si orientino da soli in materie così complesse. "Occorre battere queste strade senza ulteriori incertezze, ambiguità e ripensamenti".

L'Italia confida nel semestre di presidenza francese che inizia a luglio e sosterrà con convinzione gli sforzi di Parigi. Napolitano ha indicato la necessità di tornare alla ispirazione dei 'padri fondatori' che hanno indicato il traguardo dell'unione politica, "la sola strada percorribile", tanto più necessaria oggi in un mondo globalizzato in cui nessuno stato nazionale da solo "può risolvere i suoi problemi né dare un valido contributo al superamento delle sfide globali". "Non c'è pretesa di autosufficienza, non c'è illusione protezionista che possa mettere l'Italia o la Francia o la Germania al riparo dalla globalizzazione". Esplicito il rimpianto per la mancata approvazione del Trattato Costituzionale che conteneva le riforme e le regole indispensabili in una Europa a 27.

Poiché quei contenuti sono stati fatti salvi "in larghissima misura" nel nuovo Trattato, bisogna approvarlo. In una giornata dominata ancora dallo scontro fra politica e giustizia, il capo dello Stato si è tenuto alla larga dalle polemiche di casa nostra, riservandosi di occuparsene al

29

http://www.ansa.it/site/notizie/awnplus/news_collection/awnplus_altrenotizie/visualizza_new.html_102858986.html



rientro a Roma, previsto in serata. Sul tema europeo, Napolitano ha volato alto sulle residue resistenze di alcuni settori politici, in particolare della Lega Nord, che pure nei giorni scorsi ha assicurato che voterà a favore della ratifica parlamentare del Trattato. E se il discorso sui capri espiatori può riferirsi in parte anche al governo italiano, il passaggio appare formulato più che altro come un'esortazione.

ANSA, 21 juin 2008

2008-06-21 18:08

UE: NAPOLITANO, EUROPA NON SIA CAPRO ESPIATORIO GOVERNI/ANSA

'E' COMPITO TUTTI COSTRUIRE CONSENSO PER INTEGRAZIONE POLITICA' LIONE

(dell'inviato Alberto Spampinato) (ANSA) - LIONE, 21 GIU - La frase che più colpisce è l'invito ai governi nazionali a non fare dell'Unione Europea "un caprio espiatorio" delle proprie colpe. Ma non è il solo richiamo. Giorgio Napolitano ha invitato anche a non perdere il treno del Trattato di Lisbona, delle riforme urgenti, necessarie, indispensabili. Senza di esse dovremmo rassegnarci a non contare nel mondo e a vedere svanire le conquiste di 50 anni di integrazione che non sono acquisite una volta per tutte, come si è portati erroneamente a credere. In un discorso forte, accorato, pronunciato in francese agli Stati Generali d'Europa riuniti a Lione, presenti Romano Prodi, Mario Monti, Tommaso Padoa-Schioppa, il vice presidente della Commissione Europea Jacques Barrot e l'ex premier belga Guy Verhofstadt, il presidente della Repubblica ha affrontato innanzi tutto il nodo del 'no' irlandese al Trattato, ha chiesto di superare le resistenze e di completare l'integrazione europea con nuove regole e con il capitolo decisivo delle politiche comuni. "E' giunto il momento della prova". Se non fosse possibile approvare il nuovo nuovo Trattato, ha detto, per superare lo stallone i Paesi che danno vita all'Euro dovrebbero costituirsi come gruppo di avanguardia per fare "scelte più avanzate di integrazione e di coesione". Occorre capire, ha aggiunto, che il voto irlandese più che un problema di rifiuto dell'Europa pone "il grande problema della partecipazione e del consenso dei cittadini" al progetto europeo, problema eluso da "troppi governi nazionali", che non hanno coinvolto adeguatamente cittadini e Parlamenti in queste scelte e "anzi hanno dissimulato le posizioni da essi sostenute in sede europea chiamando in causa l'Europa, in particolare la Commissione, la 'burocrazia di Bruxelles', come caprio espiatorio per coprire loro responsabilità e insufficienze. E' mancato un discorso di verità con i cittadini". Invece, occorre "una piena assunzione di responsabilità da parte dei governi e delle forze politiche", poiché non si può pretendere dai cittadini che si orientino da soli in materie così complesse. "Occorre battere queste strade senza ulteriori incertezze, ambiguità e ripensamenti". L'Italia confida nel semestre di presidenza francese che inizia a luglio e sosterrà con convinzione gli sforzi di Parigi. Napolitano ha indicato la necessità di tornare alla ispirazione dei 'padri fondatori' che hanno indicato il traguardo dell'unione politica, "la sola strada percorribile", tanto più necessaria oggi in un mondo globalizzato in cui nessuno stato nazionale da solo "può risolvere i suoi problemi né dare un valido contributo al superamento delle sfide globali". "Non c'è pretesa di autosufficienza, non c'è illusione protezionista che possa mettere l'Italia o la Francia o la Germania al riparo dalla globalizzazione". Esplicito il rimpianto per la mancata approvazione del Trattato Costituzionale che conteneva le riforme e le regole indispensabili in una Europa a 27. Poiché quei contenuti sono stati fatti salvi "in larghissima



misura" nel nuovo Trattato, bisogna approvarlo. In una giornata dominata ancora dallo scontro fra politica e giustizia, il capo dello Stato si è tenuto alla larga dalle polemiche di casa nostra, riservandosi di occuparsene al rientro a Roma, previsto in serata. Sul tema europeo, Napolitano ha volato alto sulle residue resistenze di alcuni settori politici, in particolare della Lega Nord, che pure nei giorni scorsi ha assicurato che voterà a favore della ratifica parlamentare del Trattato. E se il discorso sui capri espiatori può riferirsi in parte anche al governo italiano, il passaggio appare formulato più che altro come un'esortazione.(ANSA).
SPM/

AFP, 21 juin 2008³⁰

**A LYON, L'EUROPE S'OFFRE UNE THÉRAPIE COLLECTIVE
APRÈS LE NON IRLANDAIS**

Aurélien MAYEMBO

21 juin 2008

Agence France Presse

Copyright Agence France-Presse, 2008

All reproduction and presentation rights reserved.

Au lendemain du Conseil européen à Bruxelles qui n'a pas permis à l'Europe de sortir de la crise, des personnalités du monde politique et associatif ont tenté samedi à Lyon de se mettre du baume au cœur et de panser les plaies causées par le non irlandais.

"On est dans un état de morosité, j'ai l'impression qu'il n'y a plus de désir", a déclaré l'ancienne ministre socialiste, Elisabeth Guigou.

Elle a toutefois ajouté "ici, au moins, on y croit", lors de son intervention aux deuxièmes États généraux de l'Europe, un rassemblement créé il y a un an pour rapprocher les citoyens des institutions européennes.

Comme tous les intervenants, parmi lesquels le Président italien Giorgio Napolitano, dont le pays était invité d'honneur, l'ancienne ministre a tenté de mettre des mots sur la crise de l'Union européenne.

Elle s'est notamment interrogée sur ce qui constituait "l'idéal européen", citant la directive retour sur les sans-papiers votée cette semaine par le Parlement européen comme "un contre-signal terrible de ce que devrait faire l'UE".

Pour François Chérèque (CFDT), la désaffection dont souffre l'Europe s'explique par son manque de "base populaire". "Comment allons-nous créer des bases communes si chaque

³⁰ <http://www.afp.com/francais/home/>



pays considère que ce qu'il partage avec l'Europe, c'est une perte?", a-t-il demandé en évoquant la situation des pêcheurs.

L'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt a ramené le débat sur la question des institutions, appelant à un nouveau mode de ratification des décisions européennes à la majorité et non plus à l'unanimité.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Jean-Pierre Jouyet a opposé "les référendums automatiques" et "le référendum responsable", regrettant, à l'adresse du Premier ministre irlandais, que l'on bloque des processus politiques sans en tirer les conséquences.

Crise des institutions ou crise des valeurs ? Tous se sont accordés à reconnaître que l'Europe souffre d'une véritable désaffection.

"Il faut relativiser Dublin, c'est un coup de frein institutionnel, mais (...) on ne peut pas avoir une citoyenneté forte si on ne fait pas revivre un désir d'Europe", a estimé le Commissaire en charge de la Justice et des affaires intérieures, Jacques Barrot.

"Il faut arrêter d'attendre un référendum pour parler d'Europe", a suggéré Gaëtane Ricard-Nihoul.

Tout au long de la journée, près de 2.500 participants ont participé à des ateliers, des débats et des interventions d'associations sportives, culturelles ou politiques.

"Et si cela fait un peu chaud au cœur aux Européens présents d'entendre autre chose que du négatif, tant mieux", estime Sylvie Goulard, l'une des organisatrices du rassemblement, à la tête du Mouvement Européen-France.

ANSA, 21 juin 2008³¹

Ue: Napolitano, governi colpevoli

In troppi hanno l'hanno indicata per coprire loro inefficienze

(ANSA) - LIONE, 21 GIU - Giorgio Napolitano chiama in causa la responsabilita' dei governi degli Stati nazionali nella formazione di una coscienza europea. 'Troppi governi hanno indicato l'Europa e in particolare la Commissione Europea, la burocrazia di Bruxelles come capro espiatorio per coprire loro responsabilita' e inefficienze', afferma il presidente. I governi nazionali, ha aggiunto, hanno gestito gli affari europei 'in solitudine preoccupandosi poco di coinvolgere le opinioni pubbliche e i parlamenti'.

³¹ http://www.ansa.it/site/notizie/awnplus/news_collection/awnplus_ticker/2008-06-21_121220834.html



AFP, 21 juin 2008³²

**NON IRLANDAIS :
JOUYET DENONCE LE "ROLE DES NEO-CONSERVATEURS AMERICAINS"**

21 juin 2008

Agence France Presse

Copyright Agence France-Presse, 2008

All reproduction and presentation rights reserved.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, a dénoncé samedi à Lyon le "rôle des néo-conservateurs américains" dans la victoire du non irlandais à la ratification du traité de Lisbonne.

"L'Europe reste un combat, l'Europe a des ennemis qui sont puissants et on l'a vu avec le référendum irlandais, qui sont dotés de moyens financiers tout à fait importants, qui viennent non pas d'Europe mais de l'autre côté de l'Atlantique", a affirmé M. Jouyet, qui s'exprimait dans le cadre de la deuxième édition des Etats généraux de l'Europe, à Lyon.

Il a ainsi appelé à avoir "le courage du militantisme européen face à certaines puissances financières".

"Le rôle des néo-conservateurs américains dans le référendum irlandais a été quelque chose de tout à fait important", a souligné M. Jouyet, en ajoutant, sous les applaudissements du public: "quand je vois des socialistes français s'allier, au nom du non, à l'extrême droite irlandaise, cela m'interpelle également".

Un peu plus tôt, l'ancienne ministre socialiste Elisabeth Guigou, également invitée de ces Etats généraux de l'Europe, avait mis en cause le magnat conservateur de la presse, l'Australo-Américain Rupert Murdoch.

"Je suis scandalisée, car dans ce pays (l'Irlande), c'est la presse Murdoch qui a fait campagne pour le non", a-t-elle déclaré.

Lancés en 2007 à l'occasion des 50 ans du traité de Rome, les Etats généraux de l'Europe rassemblent des personnalités du monde politique et des associations pour débattre de l'Europe au cours d'une journée.

L'Italie, représentée par son président Giorgio Napolitano, est l'invité d'honneur de l'édition 2008.

³² <http://www.afp.com/francais/home/>



ANSA, 21 juin 2008³³

Ue: Napolitano, urge unione politica

Presidente, occorre approfondire integrazione e partecipazione

(ANSA) - LIONE, 21 GIU - La sola strada percorribile per l'avanzamento dell'Europa e' lo sviluppo verso l'unione politica, sostiene Giorgio Napolitano. Il presidente lo ha detto agli Stati Generali d'Europa, spiegando che occorre approfondire l'integrazione, essere piu' coraggiosi e coerenti, altrimenti e' a rischio tutta la costruzione dell'Europa. Il voto degli irlandesi contro la ratifica del Trattato pone il problema 'della partecipazione e del consenso dei cittadini' alla costruzione europea.

b) Médias en ligne

Le Taurillon, 24 juin 2008³⁴

Taurillon TV : les vidéos des Etats Généraux de l'Europe à Lyon

18 vidéos avec Elie Barnavi, Guy Verhofstadt, Jean-Pierre Jouyet...

Le Taurillon a non seulement fait du live-blogging mais a aussi pris le temps de réaliser plusieurs courtes vidéos. Au menu : Fédéralisme, télévision et Europe, Directive Retour, ambiance des EGE...

EUObserver, 24 juin 2008³⁵

Europe has 'powerful enemies' in US, says French Europe minister

HONOR MAHONY

24.06.2008 @ 17:45 CET

France's Europe minister, Jean-Pierre Jouyet, has said that Europe has enemies in Washington, suggesting that neo-conservatives played a significant role in the Irish rejection of the Lisbon treaty earlier this month.

French daily Le Monde reports Mr Jouyet as saying that "Europe has powerful enemies on the other side of the Atlantic, gifted with considerable financial means. The role of American neo-conservatives was very important in the victory of the No."

He made the comments at a pro-Europe meeting in Lyons over the weekend, just over a week after Irish voters rejected the EU's latest treaty by 53.4 to 46.6 percent.

³³ http://www.ansa.it/site/notizie/awnplus/news_collection/awnplus_topnews/2008-06-21_121220570.html

³⁴ <http://www.taurillon.org/Taurillon-TV-les-vidéos-des-Etats-Généraux-de-l-Europe-a-Lyon>

³⁵ <http://euobserver.com/9/26386/?rk=1>



Allegations that some funding for the No side came from across the Atlantic also came up during the Irish debate preceding the referendum.

Libertas, an anti-treaty organisation campaigning on a platform of cutting Brussels red-tape, was on the receiving end of such accusations earlier this month.

The Yes camp alleged it was being bankrolled by a US company, Rivada, which has links to the US military. Some key member of the Libertas campaign had been on Rivada's payroll.

Libertas chief Declan Ganley is also chief executive of Rivada, a telecommunications company. Mr Ganley has said that the company has only been involved in domestic rescue and disaster operations, and helping US military bodies such as the National Guard and the Coastguard.

The Yes camp has urged Libertas to make its donors and accounts public, saying it could not have raised its money so quickly with domestic donors only.

Opposition Fine Gael MP Lucinda Creighton said earlier this month: "The businesses of Ganley and [aviation millionaire Ulick] McEvaddy are heavily dependent on contracts from the State Department, the Pentagon and US government agencies. These men are a lot less concerned about Irish sovereignty than they are about the potential hit to their own personal business interests."

Absolute lunacy

But her comments were roundly dismissed by both Mr Ganley and Mr McEvaddy.

Mr Ganley was reported by Ireland's Sunday Independent on 1 June as saying it is a "little rich" that governing and opposition parties, Fianna Fail and Fine Gael, "are trying to lecture us about raising money - their records aren't squeaky clean. They set the rules up and we are in total compliance with their rules. We have a huge number of business donors who want to remain anonymous for fear of retaliation."

Mr McEvaddy said Ms Creighton's comments were "rantings."

Meanwhile, responding to Mr Jouyet's comments, a Libertas spokesperson said they were "absolute lunacy."

"Our funding came from entirely within Ireland" he told EUobserver, suggesting that Mr Jouyet should take a "complaint of that nature" up with the Pentagon.

Libertas to date has not made its accounts public but the spokesperson said that as soon Ireland's Standards in Public Office Commission requests a copy it will make them available.

EU image remains high in Ireland

Meanwhile, as the EU continues to digest the implications of Ireland's no vote, its latest EU-wide opinion survey conducted between March and May of this year showed that Europe's image remains positive in Ireland.



A Eurobarometer poll published on Tuesday (24 June) put the country second only to Romania for respondents saying that the Union conjured up a positive image (65%).

In addition, 73 percent of Irish respondents said membership of the EU was "a good thing."

Le Taurillon, 24 juin 2008³⁶

Vidéo publiée sur Dailymotion

Durée : 01:25

Pris le : 21 juin 2008

Lieu : Lyon, Rhône-Alpes, France

Au cours des États Généraux de l'Europe qui se sont tenus à Lyon le 21 juin 2008, le Taurillon, magazine des Jeunes Européens - France, a interrogé Gaëtane Ricard-Nihoul de Notre Europe pour faire le point avec elle à la mi-journée sur cet événement. Elle est en effet de l'une des trois organisations qui gèrent les EGE : Notre Europe, le Mouvement Européen et Europeanova.

La Boussole 74, 22 juin 2008³⁷

L'Europe en débat à Lyon

(22/06/2008 à 06:58)

Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet était présent à Lyon ce samedi pour la seconde édition des Etats généraux de L'Europe. A cette occasion, il a dénoncé le rôle des néoconservateurs américains dans la victoire du « non » irlandais à la ratification du traité de Lisbonne.

Dans son intervention il a rappelé que l'Europe avait des ennemis puissants dotés de moyens financiers importants, qui viennent de l'autre côté de l'Atlantique. Il a aussi, rapporte l'AFP, appelé à avoir le courage du militantisme européen et regretté de voir des socialistes français s'allier, au nom du « non », à l'extrême droite irlandaise.

Le Taurillon, 21 juin 2008³⁸

Vidéo du Taurillon de Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, réalisée lors de la journée des Etats Généraux, sur le manque d'intérêt des médias pour les questions européennes.

³⁶ http://www.dailymotion.com/LeTaurillon/video/x5vp5n_etats-generaux-de-leurope-notre-eur_news

³⁷ http://www.laboussole74.com/rubriques_zoom.php?cat=1&subcat=4&id=6497

³⁸ http://www.dailymotion.com/video/x5vouk_etats-generaux-de-leurope-jouyet-te_news



Le Taurillon, 21 juin 2008³⁹

Le Taurillon en direct des États Généraux de l'Europe à Lyon

Le Taurillon a fait vivre de l'intérieur à ses lecteurs les États Généraux de l'Europe qui a pris un jour particulier après le non irlandais. Le Conseil européen qui a eu lieu à Bruxelles les deux jours précédents a alimenté les conversations.

Café Babel, 13 juin 2008⁴⁰

Venez débattre aux Etats Généraux de l'Europe, le 21 juin à Lyon

By Spock on Friday, June 13 2008, 17:32 - Quoi de neuf - Permalink

Les associations "Europanova", "Notre Europe" et le "Mouvement Européen" vous invitent à Lyon au Centre des Congrès pour débattre de la citoyenneté européenne.

Les Etats Généraux de l'Europe sont conçus avant tout comme un lieu de débats ouverts et accessibles au grand public sur les enjeux européens. Ils sont organisés par la société civile, en toute indépendance, dans une approche pluraliste, en coopération avec les autorités publiques nationales et locales.

Organisés sur une journée, les EGE se décomposent essentiellement en trois types d'activités : deux sessions plénières, dix-huit ateliers et des activités festives et ludiques.

Cafebabel.com est partenaire de l'évènement et participera à l'atelier "L'Europe sur Internet : espace de mobilisation politique pour les citoyens européens ?", le samedi 21 juin de 11h15 à 12h45.

L'entrée est libre est gratuite. Cliquez ici pour plus d'informations.

En partenariat avec : Notre Europe, Europanova et le Mouvement Européen France.

³⁹ <http://www.taurillon.org/Le-Taurillon-en-direct-des-Etats-Generaux-de-l-Europe-a-Lyon>

⁴⁰ <http://coffeefactory.cafebabel.com/fr/post/2008/06/13/Venez-debattre-aux-Etats-Generaux-de-l-Europe-le-21-juin-a-Lyon>



Toute l'Europe, 22 mai 2008⁴¹

22/05/08

2e édition des Etats généraux de l'Europe le 21 juin à Lyon

Après Lille en 2007, c'est Lyon qui accueille cette année les Etats généraux de l'Europe, organisés à l'initiative d'associations de la société civile. Consacrée à la notion de citoyenneté européenne, cette rencontre ouverte à un large public réunira 130 personnalités politiques, syndicales, du monde associatif, des chefs d'entreprise et des intellectuels pour une journée de débats et de divertissements.

En mars 2007, les premiers Etats généraux de l'Europe avaient mobilisé 3000 personnes venues affirmer leur "fierté d'être Européen". Les trois associations à l'origine de cette manifestation, Europeanova, le Mouvement Européen France et Notre Europe, soutenus par plus de 80 partenaires (dont Touteurope.fr), ont décidé de prolonger cette expérience en organisant la deuxième édition des EGE, à Lyon, à quelques jours du début de la Présidence française de l'Union européenne.

Au programme de cette journée, deux séances plénières et une quinzaine d'ateliers qui déclineront le thème de la citoyenneté européenne sous divers aspects : politique, relations sociales, vie quotidienne... Parmi les invités confirmés ou pressentis, on peut citer Bernard Kouchner, Jacques Delors, Jean-Pierre Jouyet, Bronislaw Geremek, Elie Barnavi, François Chèrèque, Pat Cox, Alain Lamassoure, Daniel Cohn-Bendit et de nombreuses autres personnalités politiques ou de la société civile.

En marge des ateliers, le Centre des Congrès de Lyon accueillera également un village associatif, un café littéraire, une simulation des travaux du Parlement européen pour les 16-25 ans et une série de concerts à l'occasion de la Fête de la musique.

En collaboration avec d'autres sites consacrés aux questions européennes, Touteurope.fr organisera lors de ces Etats généraux un atelier-débat consacré au rôle d'Internet dans l'expression de la citoyenneté européenne. Cet atelier réunira des politiques et des praticiens du web qui tenteront de répondre aux questions suivantes : Internet favorise-t-il l'émergence d'un "espace public" européen ? Quels sont les thèmes politiques susceptibles de susciter une mobilisation transeuropéenne en ligne ? Quels seraient les outils d'une telle mobilisation (blogs, communautés, e-pétitions) ? Comment les pouvoirs publics européens envisagent-ils les évolutions des usages politiques d'Internet ?

La première édition des Etats généraux de l'Europe, en mars 2007, a donné lieu à un compte-rendu adressé aux autorités européennes et disponible en pdf.

En savoir plus

Site des Etats généraux de l'Europe

⁴¹ <http://www.touteurope.fr/fr/actions/citoyennete-justice/les-droits-du-citoyen-europeen/actualite/actualites-vue-detaillee/afficher/fiche/3532/t/44215/from/2262/breve/deuxieme-edition-des-etats-generaux-de-leurope-le-21-juin-a-lyon.html>



c) Billets de blogueurs

Lyon en Europe, 23 juin 2008⁴²

Samedi 21 juin, le grand rendez-vous de l' Europe à Lyon

Nous en avons déjà parlé dans les pages Europe de LYonenFrance. La deuxième édition des Etats généraux de l'Europe s'est déroulée le samedi 21 juin à la Cité Internationale de Lyon.

Une journée placée sous le signe de l' Italie, invitée d' honneur, avec la présence, parmi les nombreuses personnalités invitées, de Romano Prodi.

Cet événement, qui constitue désormais le grand rendez-vous annuel sur l'Europe, est organisé par trois grandes associations européennes françaises et par plus de 70 partenaires associatifs locaux. Le Parlement européen soutient cette démarche par des subventions allouées par sa direction générale de l'information.

Dans le cadre de ces rencontres, à moins d'un an des élections européennes, et à l' occasion de son 50e anniversaire, le Parlement européen soutient notamment l'organisation d'une simulation parlementaire pour les jeunes à laquelle participaient cette année plus de 12 députés européens : des députés européens du Sud Est : Martine ROURE (PSE), Françoise GROSSETETE (PPE-DE), Jean-Luc BENNAHMIA (Verts) et Thierry CORNILLET, (ADLE) ont d' ailleurs participé aux ateliers et à la simulation parlementaire.

D' autres députés européens français : Nathalie GRIESBECK (ADLE) et Alain LAMASSOURE (PPE-DE) devaient participer chacun à un atelier-débat portant sur "une démocratie à faire vivre".

Enfin, des députés européens non français : Bronislaw GEREMEK, Pologne (ADLE) était attendu au Café littéraire ; Yvo BELET, Belgique (PPE-DE) et Emine BOZKURT, Belgique (PSE) à l'atelier-débat "des échanges humains à développer". Daniel COHN-BENDIT, Allemagne (Verts), Maria da Assução ESTEVES, Portugal (PPE-DE) et Véronique DE KEYSER, Belgique (PSE) au débat de clôture sur les élections européennes. "

Une journée annuelle durant laquelle les "élites" de l'Europe se rapprochent un peu des citoyens et qui s' est terminée à Lyon par un grand concert "européen" pour la fête de l' été, de la musique... et de l' Europe !

⁴² <http://lyoneneurope.blogspot.com/2008/06/samedi-21-juin-le-grand-rendez-vous-de.html>



Lyon en Europe, 23 juin 2008⁴³

Un premier bilan des Etats Généraux de l'Europe à Lyon

Les organisateurs attendaient "3000 citoyens et personnalités de premier plan". Ils étaient beaucoup moins nombreux, mais les rencontres ont au moins permis à des gens très divers de réfléchir ensemble et même faire des propositions pour nourrir la réflexion sur l'Europe.

A noter la place faite aux associations, chères à Simone André, ex-adjointe du Maire de Lyon des années 80, un autre Collomb (Francisque). Pour elle comme pour de nombreux intervenants, l'Europe ne se fera pas sans la participation des citoyens, en particulier ceux regroupés dans les multitudes d'associations comme il en existe en France. Pour Simone André, il est temps de "créer un statut d'association européenne".

Beaucoup d'échanges ont eu lieu toute la journée. Que cela soit en atelier ou sur le forum, l'impression était au foisonnement. D'après Fabien Cazenave, rédacteur en chef de la version française du Taurillon, "la diversité des invités a permis ainsi à tout le monde de se reconnaître dans ses questionnements : les questions « dures » n'ont pas été évitées comme lorsque Romano Prodi parlait de l'entrée ou non de la Turquie, de la place de l'Europe dans les médias publics télévisés, de comment protéger l'environnement au niveau européen, etc".

Café littéraire avec des professeurs d'histoire Français et Allemands, chargés de rédiger des manuels scolaires "européens"

Lire ici le compte rendu de ces rencontres dans la version française du Taurillon

Arte.tv, 19 juin 2008⁴⁴

Forum

Pour accompagner les États généraux de Lyon, le 21 juin 2008, nous nous sommes rapprochés de Nouvelle Europe, qui y anime un atelier sur la Politique européenne de voisinage (Forces et faiblesses d'une politique de (bon) voisinage).

⁴³ <http://lyoneneurope.blogspot.com/2008/06/un-premier-bilan-des-etats-gnraux-de.html>

⁴⁴ <http://www.arte.tv/fr/histoire-societe/europe/2088392.html>



De Lyon et d'ailleurs, le blog de Jean-Yves Sécheresse (20 minutes) – 17 juin 2008⁴⁵

L'Europe, l'Europe, l'Europe

« L'Europe, l'Europe, l'Europe », comme disait l'autre, l'Europe elle n'est pas bien en forme et le récent référendum irlandais est là pour le confirmer. C'est donc une bonne idée que d'organiser le 21 juin une sorte de journée de l'Europe en pleine fête de la musique, malheureusement baptisée pour la circonstance « 2ème Etats Généraux de l'Europe », autrement dit le plus sûr moyen de faire fuir la garde et l'arrière-garde.

Le flyer mollement diffusé pour la circonstance ne devrait pas non plus malgré un look qui se veut « Electro » et « jeune » faire converger les masses pro-européennes vers la Cité Internationale (Lyon 6ème) le 21 juin prochain dès 9h00. Alors retrouvons les manches.

L'évènement, appuyé par 70 partenaires (de A comme Action Fédéraliste à U comme UNSA en passant par C comme Cimade et J comme JOC) devrait rassembler 130 invités, autour de Giorgio Napolitano, le Président de la République d'Italie, dont Jacques Delors, Gérard Collomb, Jean-Jack Queyranne, Daniel Cohn-Bendit, le Ministre Jouyet, François Chérèque, le Ministre Barnier qui ne devrait pas être troublé par les manifestations de pêcheurs mais aussi Bronislaw Geremek, Elie Barnavi et la Ministre Lagarde.

A l'occasion des 50 ans du Parlement Européen, Lyon sera donc au centre politique de l'Europe. De nombreux débats sont programmés, un café littéraire est prévu, une simulation (?) des travaux du parlement européen proposée aux plus jeunes et un concert géant (sic !) pour une fête de la musique européenne est prévu. (Ne m'en demandez pas plus).

Bref, de tels efforts pour l'Europe doivent être soutenus. Je vous engage donc à faire le voyage de la Cité Internationale le 21 juin. Bon européen, je comptais vous indiquer le site internet pour en savoir plus. Il n'existe manifestement pas, « L'Europe, l'Europe, l'Europe » !

⁴⁵ <http://www.jysecheresse.com/>



Lyon en Europe, 17 juin 2008⁴⁶

Etats généraux : A Lyon, l' Europe se paye "une thérapie de groupe"

"On attend 5000, voire 7000 et pourquoi pas 10000 personnes ! Le 21 juin à Lyon, ce sera non seulement la fête de la musique mais aussi celle de l' Europe !". Enthousiastes, les organisateurs des Etats Généraux le sont, même si ils sont pas mal refroidis par le Non irlandais au référendum !

Les trois organisations n' ont pas lésiné sur les moyens : Europa Nova, le Mouvement Européen et Notre Europe ont réservé la Cité internationale de Lyon, toute la journée du 21 juin et invité tout le "gratin" de la construction européenne.

Economie, sport, culture, citoyenneté, environnement, santé, immigration et même l' europe des banlieues... tout doit être abordé au cours de ces multiples rencontres, en sessions plénières ou en petits groupes. Et pour que tous puissent participer, un "village des enfants" sera mis en place.

Une simulation du Parlement Européen

Pour fêter les cinquante ans du Parlement, une simulation d' assemblée rassemblera trois cent jeunes citoyens de 15 à 22 ans. L' assemblée "débattra, amendera et votera une résolution sur l' implication citoyenne dans le développement durable".

L' Italie, invitée d' honneur

Parmi les nombreux invités de cette "fête de l' Europe", le Président de la république italien Giorgio Napolitano sera à l' honneur.

A partir de 19h00, la fête de la musique, sur le parvis tout proche du parc de la tête d' Or, sera bien sûr "européenne". Avec la participation de Duesse (Italie-Pop/Rock), Mine de Rien (France- Chanson tzigane), Rumbo Rachera (Espagne - Rock festif), Longital (Slovaquie, Electro/folk).

Citoyenneté européenne

Une fête pour montrer que les citoyens aiment l' Europe... Le thème retenu est la citoyenneté européenne, avec la volonté de faire prendre conscience que "L'Europe, c'est nous !", indiquent les organisateurs.

Sommes-nous vraiment citoyens d'Europe ? Réalité juridique depuis que le Parlement européen est élu au suffrage universel, la citoyenneté européenne peine à devenir concrète.

"Nous ne connaissons pas bien nos droits ; nous ne tirons pas assez parti des occasions que l'Europe nous offre d'exprimer des choix politiques ; nous n'y prenons pas toutes nos responsabilités ; le plus souvent, nous laissons faire".

Du coup, l'Union européenne passe pour une affaire d'experts et "d'élites". Pourtant l'Europe, c'est nous.

A lire aussi : Les Etats Généraux de l' Europe à Lyon-

Libellés : fêtes, parlement européen

⁴⁶ <http://lyoneneurope.blogspot.com/2008/06/etats-gnraux-lyon-l-europe-se-paye-une.html>



Trublyonne, blog lyonnais – 17 juin 2008⁴⁷

17.06.2008

Etats Généraux de l'Europe

**L'EUROPE, C'EST NOUS ! ETATS GENERAUX DE L'EUROPE – 21 JUIN- LYON -
CENTRE DE CONGRES - CITE INTERNATIONALE**

A quelques jours de la Présidence française de l'Union européenne, le « non » irlandais bouleverse l'agenda communautaire. La France devra s'y adapter et en tirer les leçons. Déjà, il en est une qui saute aux yeux : il est urgent de reparler d'Europe !

Organisée à Lyon par EuropaNova, le Mouvement Européen – France et Notre Europe, cette grande journée entièrement libre et gratuite aura pour fil conducteur la citoyenneté européenne. Cette manifestation entend bien permettre le dialogue entre le peuple et les élites européennes.

Comme lors la précédente édition, les Etats Généraux de l'Europe ont l'ambition de combler ce fossé. Comment ? En lançant un grand débat citoyen entre ceux qui vivent l'Europe au quotidien et ceux qui n'en entendent parler que trop rarement.

A cette occasion le public pourra échanger avec 140 personnalités issues du monde associatif, politique, culturel, syndical et patronal. Seront notamment présents le Président de la République italienne Giorgio Napolitano, Michel Barnier, Jean-Pierre Jouyet, Romano Prodi, Elie Barnavi, François Chérèque, Daniel Cohn-Bendit, Bronislaw Geremek, Guy Verhofstadt et bien d'autres.

Dix-huit thèmes déclineront la citoyenneté européenne sous ses différents angles : développement durable, démocratie participative en Europe, mondialisation, culture et multilinguisme, mobilité des jeunes, migration en Europe, sport, enjeux des élections européennes de 2009...

Cet évènement associe plus de 90 partenaires et associations. Il est notamment soutenu par les collectivités locales (Région Rhône-Alpes, Département du Rhône et la Communauté urbaine de Lyon), le Ministère des Affaires étrangères et européennes, la Commission européenne et le Parlement européen.

Déroulement de la journée :

9h00-11h00 et 17h00-18h30 : deux conférences en plénière (salle 3000)

A partir de 11h00 :

Inauguration du village européen, animé par les associations partenaires.

18 ateliers débats (1h30 par atelier), autour de thèmes d'actualité.

⁴⁷ <http://stupeurettremblements.hautetfort.com/archive/2008/06/17/etats-geneaux-de-l-europe.html>



REVUE DE PRESSE ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE – LYON
2^e édition, samedi 21 juin 2008

Une simulation de session du Parlement européen, faite par des jeunes et encadrés par des députés européens.

Un Café Littéraire, lieu d'échange entre des auteurs et le public.

Des animations et des jeux pour les enfants.

A partir de 18h30 : Fête de la musique européenne.

Une salle presse et un membre de l'équipe seront à votre disposition afin de faciliter votre accueil et d'éventuelles interviews. Pour plus d'informations : www.etatsgeneraux-europe.eu.

Relations presse: Arthur Nazaret, presse@etatsgeneraux-europe.eu, 06-59-62-33-99

L'Europe au coeur du "non"
envoyé par iPolTV

08:15 Publié dans Et si on réfléchissait ? | Lien permanent | Commentaires (1) | Trackbacks (0) | Envoyer cette note | Tags : etats generaux de l'europe, lyon



4. PUBLICATIONS ANNEXES

a) Italie, invitée d'honneur

Presidenza della Repubblica, 23 juin 2008⁴⁸

Le discours prononcé par Giorgio Napolitano, Président de la République d'Italie, lors de la séance plénière d'ouverture est disponible sur le site de la présidence italienne dans son intégralité.

b) Communiqués de presse

Conseil Régional Rhône-Alpes, 19 juin 2008⁴⁹

21 JUIN : RHONE-ALPES A RENDEZ-VOUS AVEC L'EUROPE !

19 juin 2008

News Press

(c) Copyright News Press 2008. Tous droits réservés.

Conseil Régional de Rhône Alpes

Forte mobilisation du Conseil régional aux Etats généraux de l'Europe Samedi 21 juin, la 2^{ème} édition des Etats généraux de l'Europe se tiendra toute la journée au Centre de Congrès - Cité internationale de Lyon (Salle 3000, 50 quais Charles de Gaulle, Lyon 6^{ème}).

Organisés par trois associations de promotion de l'Europe (Europanova, Mouvement européen France et Notre Europe), ces Etats généraux de l'Europe vont rassembler plus de 80 partenaires et 130 personnalités issues du monde politique, culturel, syndical et patronal.

Après la 1^{ère} édition qui s'est tenue à Lille en mars 2007, où près de 3000 personnes avaient répondu présentes, à la veille de la Présidence française de l'Union européenne et dans le cadre du 50^{ème} anniversaire du Parlement européen, cette rencontre, dont l'entrée est libre et gratuite, sera l'occasion de lancer un vaste débat public sur les grands enjeux européens.

AU PROGRAMME :

9h15, Amphithéâtre : Jean-Jack QUEYRANNE, Président du Conseil régional Rhône-Alpes, prononcera le discours d'ouverture de la session plénière.

11h15, Village européen : Farida BOUDAUD, Conseillère Régionale déléguée à l'apprentissage représentera la Région lors de l'inauguration du Village européen. Un stand «

⁴⁸ <http://www.quirinale.it/Discorsi/Discorso.asp?id=36216#correlati>

⁴⁹ http://www.newspress.fr/communiqu_203787_598.aspx



REVUE DE PRESSE ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE – LYON
2^e édition, samedi 21 juin 2008

Région Rhône- Alpes » permettra aux participants d'en savoir davantage sur l'action régionale en matière européenne.

11h15, niveau Gratte-ciel : Jean BESSON, Vice-président délégué aux Affaires européennes et aux Relations internationales, interviendra lors de l'atelier « Echanger, coopérer, bouger : vivre l'Europe sur le terrain ».

11h15, niveau Tête d'Or : Thierry PHILIP, Vice-président délégué à la santé et au sport, interviendra lors de l'atelier « Sport et citoyenneté européenne ».

14h, niveau Bellecour : Didier JOUVE, Vice-président délégué à l'aménagement et à l'animation des territoires ainsi qu'au développement durable, interviendra lors de l'atelier « développement durable : un projet pour l'Europe ? ».

14h à 14h45, Village européen des enfants : L'association CALLIOPE, subventionnée par le Conseil régional, présentera le spectacle musical « Empreintes de voyage » qui met en scène les témoignages d'une dizaine de jeunes rhônalpins ayant vécu une expérience de mobilité européenne.

15h30, niveau Bellecour : Farida BOUDAUD, interviendra lors de l'atelier « La mobilité des jeunes : la citoyenneté européenne au-delà des bonnes intentions ».

16h30, Amphithéâtre : 300 jeunes ayant participé à la simulation du Parlement européen remettront à Didier JOUVE la résolution qu'ils auront rédigée sur l'implication citoyenne dans la promotion du développement durable, apportant leur contribution à l'élaboration d'une vision partagée de Rhône-Alpes au 21^{ème} siècle.

18h30, Amphithéâtre : Bernard SOULAGE, Premier Vice-président délégué aux transports, déplacements et infrastructures, interviendra en clôture de la Session plénière « Pour des élections européennes européennes ! » en tant que membre du Comité des Régions.

Deux films institutionnels seront également projetés : « Visages de Rhône-Alpes » en introduction de la séance plénière et « Rhône-Alpes, une Eco-Région » en introduction de la simulation du Parlement européen.

Attachée à rapprocher l'Europe et les citoyens, la Région Rhône-Alpes, grande région européenne, soutient la 2^{ème} édition des Etats Généraux de l'Europe à hauteur de 50 000 euros.

Vendredi 20 juin, de 12h à 12h45, un tchat sur le site Internet de la Région est organisé avec Jean BESSON, Vice-président délégué aux Affaires européennes et aux Relations internationales, sur le thème « Les Rhônalpins et l'Europe : quelles actions régionales ? »



Conseil Général du Rhône, 12 juin 2008⁵⁰

États généraux de l'Europe (2e édition)

La citoyenneté européenne, présentée sous le titre "L'Europe, c'est nous !", sera la thématique de la 2e édition des États généraux de l'Europe, le 21 juin prochain, à Lyon, en présence de 130 personnalités (politiques, intellectuels, syndicalistes, chefs d'entreprise, etc)...

À l'occasion des 50 ans du Parlement européen et à quelques jours de la présidence française de l'Union européenne, sommes-nous vraiment des citoyens européens ?

› Un évènement de la société civile, festif et populaire

Les États généraux de l'Europe sont conçus avant tout comme un lieu de débats ouverts et accessibles au grand public sur les enjeux européens. Ils sont organisés par la société civile, en toute indépendance, dans une approche pluraliste, en coopération avec les autorités publiques nationales et locales.

Organisés sur une journée, les États généraux de l'Europe se décomposent en trois types d'activités :

Deux séances plénières : d'ouverture et de clôture

Dix-huit ateliers-débats autour de trois grands thèmes :

- Les outils de la démocratie en Europe
- Les échanges humains en Europe
- Les responsabilités de l'Europe

Ces tables rondes sont conçues pour donner l'occasion à tous de s'exprimer et de parler "Europe" avec des responsables européens et locaux, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des journalistes, écrivains...

Des activités festives et ludiques

- Un spectacle pour enfants et des jeux "européens" seront prévus pour les plus jeunes
- Le café littéraire sera l'occasion de rencontrer les auteurs de livres consacrés à l'Europe.
- Le village européen rassemblera tous les partenaires de l'évènement.
- La simulation des travaux du Parlement européen rassemblera près de 500 jeunes citoyens de 15 à 22 ans qui débattront et voteront une résolution sur "la participation des citoyens européens au développement durable".

› Une organisation fondée sur une démarche participative

L'organisation des EGE a, dès la première édition, obéi à une démarche participative qui a beaucoup contribué à la réussite de l'évènement et à laquelle sont très attachées les trois associations pilotes. En incluant les associations, syndicats et organismes partenaires à la préparation de l'évènement, ils souhaitent mettre en lumière la pluralité des approches sur les questions européennes.

› Un invité d'honneur : l'Italie

Les EGE de Lyon innoveront par rapport à ceux de 2007 en prévoyant un pays invité d'honneur. C'est l'Italie qui a été choisie cette année. Ce choix a été fait pour plusieurs raisons mais surtout du fait de son engagement européen exceptionnel et de la qualité des liens régionaux tissés par les collectivités locales et nombre d'acteurs économiques, associatifs et culturels. De nombreux responsables italiens nous feront ainsi l'honneur d'être présents le 21 juin prochain, emmenés par le premier d'entre eux, Giorgio Napolitano, président de la république d'Italie mais aussi Mario Monti, ancien commissaire européen,

⁵⁰ <http://www.rhone.fr/content/view/full/8519>



Tommaso Padoa-Schioppa, ministre des Finances et président de notre Europe, Mercedes Bresso, présidente de la région Piémont...

› États généraux de l'Europe

Le 21 juin 2008, de 9h00 à 18h00

Entrée libre et gratuite

Cité internationale - Centre de Congrès

50 quai Charles De Gaulle - 69006 Lyon

<http://www.etatsgeneraux-europe.eu>

Grand Lyon / Communauté urbaine, 26 mai 2008⁵¹

2e Etats Généraux de l'Europe 21 juin 2008

Venez fêter l'Europe à la Cité Internationale ! Autour de 130 personnalités politiques, syndicales, du monde associatif, mais aussi des chefs d'entreprises, d'intellectuels, venez vous emparer du débat européen !

La citoyenneté européenne, un thème essentiel, porteur et ouvert

La question de la citoyenneté européenne est au cœur de l'actualité : les Français vont vivre pendant les six mois de la présidence française de l'UE leur double identité nationale et européenne de manière très concrète. Exactement, un an après les Etats généraux de Lyon auront lieu les élections au Parlement européen, qui fête ces 50 ans en 2008. Le contexte est donc idéal pour créer une vraie démarche interactive avec les citoyens et donner l'occasion au grand public de rencontrer des experts et responsables politiques afin d'échanger sur les enjeux européens.

Un événement de la société civile, festif et populaire

Les Etats Généraux de l'Europe sont conçus avant tout comme un lieu de débats ouverts et accessibles au grand public sur les enjeux européens. Ils sont organisés par la société civile, en toute indépendance, dans une approche pluraliste, en coopération avec les autorités publiques nationales et locales. Organisés sur une journée, les EGE se décomposent essentiellement en trois types d'activités :

- deux séances plénières : ouverture et clôture des Etats généraux
- 18 ateliers-débats autour des trois thèmes suivants : les outils de la démocratie en Europe ; les échanges humains en Europe ; les responsabilités de l'Europe
- des activités festives et ludiques : des activités pour les plus jeunes ; un café littéraire, le village européen, la simulation des travaux du Parlement Européen

⁵¹ <http://www.grandlyon.com/Info.1164+M542171e7448.0.html>



Une organisation fondée sur une démarche participative

L'organisation des EGE a, dès la première édition, obéi à une démarche participative qui a beaucoup contribué à la réussite de l'évènement et à laquelle sont très attachées les trois associations pilotes. En incluant les associations, syndicats et organismes partenaires à la préparation de l'évènement, ils souhaitent mettre en lumière la pluralité des approches sur les questions européennes. Après l'expérience de 2007 plus de 70 partenaires ont répondu présents. Les activités parallèles à la conférence sont également conçues en partenariat avec des acteurs locaux. Le comité de pilotage est responsable des séances plénières, et chargé d'assurer la cohérence d'ensemble de l'évènement.

L'Italie à l'honneur

Les EGE de Lyon innovent par rapport à ceux de 2007 en prévoyant un pays invité d'honneur. C'est l'Italie qui a été choisie cette année. Ce choix a été fait pour plusieurs raisons mais surtout du fait de son engagement européen exceptionnel et de la qualité des liens régionaux tissés par les collectivités locales et nombre d'acteurs économiques, associatifs et culturels. De nombreux responsables italiens seront présents le 21 juin prochain, emmenés par le premier d'entre eux, Giorgio Napolitano, Président de la République d'Italie mais aussi notamment Mario Monti, ancien Commissaire européen, Tomaso Padoa-Schioppa, Ministres des Finances et Président de Notre Europe, Mercedes Bresso, Président de la Région Piémont...

La deuxième édition des Etats Généraux de l'Europe s'inscrit dans un calendrier européen particulièrement propice à la tenue de débats sur les grands enjeux européens. En particulier, trois rendez-vous importants sont à mentionner :

- la présidence française du Conseil de l'Union Européenne qui commencera officiellement le 1er juillet 2008
- le 50^{ème} anniversaire du Parlement européen
- le démarrage de la campagne pour les élections européennes (juin 2009)

Commission européenne, 26 mai 2008⁵²

Rendez-vous à Lyon pour les Etats Généraux de l'Europe

La deuxième édition des Etats Généraux de l'Europe au lieu à Lyon le samedi 21 juin. L'évènement, placé sous le signe du dialogue entre citoyens, experts et responsables politiques, se veut à la fois festif et populaire.

La deuxième édition des [Etats Généraux de l'Europe](#) auront lieu à Lyon le samedi 21 juin. L'évènement, placé sous le signe du dialogue entre citoyens, experts et responsables politiques, se veut à la fois festif et populaire.

La manifestation s'inscrit dans un contexte propice au débat sur les grands enjeux européens : elle aura lieu quelques jours avant le début de la présidence française du Conseil européen, mais elle sera aussi l'occasion de célébrer les 50 ans du Parlement européen, et de lancer la

⁵² http://ec.europa.eu/news/around/080526_fra_fr.htm



campagne pour les élections européennes de juin 2009. Tout au long de la journée, les citoyens – on en attend plusieurs milliers – pourront échanger et dialoguer avec des intervenants très divers, lors des deux séances plénières, ainsi qu'à l'occasion de 18 ateliers thématiques. Trois grands axes de réflexion seront abordés : les outils de la démocratie en Europe, les échanges humains (notamment la mobilité de jeunes, le sport, la culture), et les responsabilités de l'Union, notamment sur la scène mondiale. Des orateurs prestigieux de toute l'Europe ont été sollicités : outre Giorgio Napolitano, président de la République italienne, on annonce la participation de Jacques Delors, Jean-Pierre Jouyet, François Chérèque, Jacques Barrot, Pat Cox, Daniel Cohn-Bendit.

Des activités récréatives - spectacle pour enfants, café littéraire – seront également proposées. Les visiteurs pourront déambuler dans le village européen, qui accueillera tous les partenaires associatifs de l'événement. De plus, 500 jeunes de 15 à 22 ans participeront à une simulation des travaux du Parlement européen, qui débouchera sur le vote d'une résolution sur la participation des citoyens au développement durable.

Les Etats Généraux de l'Europe sont le fruit d'une démarche participative, impliquant plus de 70 associations partenaires. L'organisation est copilotée par EuropaNova, le Mouvement européen-France, et l'association Notre Europe. La manifestation reçoit le soutien des pouvoirs publics locaux et nationaux, ainsi que de la Représentation de la Commission européenne en France et du Parlement européen.

Représentation de la Commission européenne en France⁵³

La deuxième édition des Etats Généraux de l'Europe aura lieu à Lyon le samedi 21 juin. L'événement, placé sous le signe du dialogue entre citoyens, experts et responsables politiques, se veut à la fois festif et populaire.



La deuxième édition des [Etats Généraux de l'Europe](http://ec.europa.eu/france/concours-jeunes_fr.htm) aura lieu à Lyon le samedi 21 juin. L'événement, placé sous le signe du dialogue entre citoyens, experts et responsables politiques, se veut à la fois festif et populaire.

La manifestation s'inscrit dans un contexte propice au débat sur les grands enjeux européens : elle aura lieu quelques jours avant le début de la présidence française du Conseil européen, mais elle sera aussi l'occasion de célébrer les 50 ans du Parlement européen, et de lancer la campagne pour les élections européennes de juin 2009. Tout au long de la journée, les citoyens – on en attend plusieurs milliers – pourront échanger et dialoguer avec des intervenants très divers, lors des deux séances plénières, ainsi qu'à l'occasion de 18 ateliers thématiques. Trois grands axes de réflexion seront abordés : les outils de la démocratie en Europe, les échanges humains (notamment la mobilité de jeunes, le sport, la culture), et les responsabilités de l'Union, notamment sur la scène mondiale. Des orateurs prestigieux de toute l'Europe ont été sollicités : outre **Giorgio Napolitano**, président de la République italienne, on annonce la participation de **Jacques Delors**, **Jean-Pierre Jouyet**, **François Chérèque**, **Jacques Barrot**, **Pat Cox**, **Daniel Cohn-Bendit**.

⁵³ http://ec.europa.eu/france/concours-jeunes_fr.htm



Des activités récréatives - spectacle pour enfants, café littéraire – seront également proposées. Les visiteurs pourront déambuler dans le village européen, qui accueillera tous les partenaires associatifs de l'événement. De plus, 500 jeunes de 15 à 22 ans participeront à une simulation des travaux du Parlement européen, qui débouchera sur le vote d'une résolution sur la participation des citoyens au développement durable.

Les Etats Généraux de l'Europe sont le fruit d'une démarche participative, impliquant plus de 70 associations partenaires. L'organisation est copilotée par EuropaNova, le Mouvement européen-France, et l'association Notre Europe. La manifestation reçoit le soutien des pouvoirs publics locaux et nationaux, ainsi que de la Représentation de la Commission européenne en France et du Parlement européen.

c) Ils y étaient, ils en parlent

Parmi les nombreuses organisations qui ont participé à la réussite de cette édition, nous pouvons citer les suivantes, qui ont à cette heure publié un compte-rendu de leur débat ou de la journée dans son ensemble.

Nouvelle Europe, 26 juin 2008

Nouvelle Europe a organisé avec la Fondation Robert Schuman et Jeunes Leaders Europe une table ronde sur politique européenne de voisinage. Ils ont publié d'une part un compte-rendu des débats⁵⁴ et d'autre part un article mettant en perspective les positions⁵⁵ de deux des intervenants.

Paroles d'Europe, 25 juin 2008⁵⁶

Etre citoyen européen, c'est quoi ?

Les premiers Etats Généraux de l'Europe en 2007 traitaient de la fierté d'être Européen. Cette année à Lyon, les EGE avaient pour objectif de faire en sorte que les prochaines élections européennes soient véritablement européennes.

Que l'on cesse de décider en fonction de critères nationaux, que l'on prenne conscience de la dimension européenne de cette représentation des citoyens. Mais pour cela, il faudrait déjà savoir ce que c'est, la citoyenneté européenne...

Réponses ci-dessous, des visiteurs et des participants.

⁵⁴ http://www.nouvelle-europe.eu/index.php?option=com_content&task=view&id=493&Itemid=106

⁵⁵ http://www.nouvelle-europe.eu/index.php?option=com_content&task=view&id=492&Itemid=106

⁵⁶ <http://europeens.touteurope.fr/category/lieu/lyon>



Toute l'Europe, 25 juin 2008⁵⁷

Toute l'Europe a co-piloté un atelier sur les médias et l'Europe avec Café Babel, leTaurillon, les Euros du village et Euractiv.fr. Leur compte-rendu est désormais ligne.

Sport et citoyenneté, 24 juin 2008⁵⁸

L'association organisait avec l'Agence pour l'éducation par le sport un atelier. Elle publie son compte-rendu.

UNSA, 24 juin 2008⁵⁹

UNSA Infos du 23 juin 2008

2^e Etats généraux de l'Europe à Lyon

L'UNSA était présente au 2^e Etats généraux de l'Europe organisés à Lyon le 21 juin par Europeanova, le Mouvement Européen-France et Notre Europe avec le soutien de plus de 80 partenaires. Une grande journée consacrée à l'Europe avec comme invité d'honneur l'Italie. Une journée sur laquelle a plané le non au référendum en Irlande. Il faut bien se rendre à l'évidence que l'Europe n'est pas un long fleuve tranquille. L'Europe est un combat. Un autre constat largement partagé est que l'Europe manque de soutien populaire et d'une dimension sociale forte. Ceci étant, la construction européenne a apporté la paix, la prospérité, un espace de liberté, de démocratie, où règne l'Etat de droit. Mais l'Europe doit répondre aux défis d'aujourd'hui que sont la mondialisation, la révolution technologique, le changement climatique et l'enjeu énergétique, les flux migratoires... et c'est certainement l'échelon européen qui est le plus à même d'y répondre. Comme l'affirme l'UNSA, l'Europe n'est pas le problème mais la solution, mais pour cela il faut plus d'Europe et une Europe plus sociale. Cette journée a rassemblé des européens convaincus. A ce titre, cette initiative est sûrement utile mais elle n'est pas suffisante. Pour toucher le plus grand nombre, le débat doit se poursuivre durant la Présidence française de l'Union européenne ainsi qu'à l'occasion des prochaines élections européennes de juin 2009. L'UNSA compte bien y prendre toute sa place.

⁵⁷ <http://etoile.touteleurope.fr/index.php/post/2008/06/25/Internet-peut-il-favoriser-la-prise-de-conscience-dune-citoyennete-europeenne>

⁵⁸ <http://sportetcitoyennete.blogactiv.eu/2008/06/24/compre-rendu-de-latelier-sport-et-citoyennete-europeenne-organise-par-3s-dans-le-cadre-des-etats-generaux-de-leurope-21-juin-2008/>

⁵⁹ http://www.unsa.org/?UNSA-Infos-434-24-juin-2008.html&artpage=6#outil_sommaire_5



CFDT, 24 juin 2008⁶⁰

Les militants européens refusent de baisser les bras

Quelques jours après le Non irlandais, les États généraux de l'Europe ont permis aux militants de réfléchir à l'avenir du projet européen.

Le Non irlandais n'était pas au programme des deuxièmes États généraux de l'Europe, mais il était le sujet de toutes les conversations. Réunis pour une journée « festive et populaire » à Lyon le 21 juin, les militants de la construction européenne n'imaginaient pas que leur manifestation se déroulerait en pleine crise institutionnelle. Face à cette nouvelle difficulté, les discours ont pris une tournure très offensive qui rappelle que la construction européenne reste un combat de tous les jours.

« Il y a urgence », a ainsi alerté le président de la République italienne Giorgio Napolitano. Pour ce militant européen de la première heure, le monde change à grande vitesse sans que l'Europe parvienne à accompagner ce mouvement planétaire. « Nous ne pouvons pas rater ce rendez-vous avec l'histoire, a-t-il insisté devant une assistance conquise. L'Europe doit s'unir pour peser dans la mondialisation face à d'autres grands ensembles mieux organisés comme les États-Unis, la Chine ou l'Inde. Nous avons des valeurs communes à défendre. »

François Chérèque a, quant à lui, mis l'accent sur la nécessité de renforcer la dimension sociale du projet européen. « Si l'Europe n'a pas de soutien, c'est parce qu'elle n'a pas de base populaire », a-t-il expliqué à la tribune tout en appelant les militants présents à ne pas laisser le monopole de la contestation au camp des « Nonistes ». « La CFDT a toujours été très active pour défendre l'Europe. Nous n'avons pas eu peur de nous engager. Pour autant, nous disons également que l'Union européenne n'est pas exempte de toute critique ». La manière dont est traité le dossier de la pêche aujourd'hui en est un excellent exemple. Si l'Europe prend légitimement des mesures pour protéger ces ressources naturelles, elle devrait aussi prendre des mesures pour répondre aux problèmes des pêcheurs, les aider à s'adapter à cette nouvelle donne écologique. N'agir que sur un seul aspect du problème crée inévitablement des frustrations.

[Jérôme Citron](#)

Blog de L'Europe à la Une, 24 juin 2008⁶¹

Marie-Josée Fleury participait à un atelier. Elle dresse ici un compte-rendu des débats.

Blog de Najat Vallaud-Belkacem, 22 juin 2008⁶²

Najat Vallaud-Belkacem participait à un atelier. Elle dresse ici un compte-rendu de sa journée.

⁶⁰ <https://www.cfdt.fr/rewrite/article/13428/actualites/les-militants-europeens-refusent-de-baisser-les-bras.htm?idRubrique=6864>

⁶¹ <http://europ2mjo.over-blog.com/article-20706061.html>

⁶² <http://blog.najat-vallaud-belkacem.com/index.php/2008/06/22/132-l-europe-une-responsabilite-a-transmettre>



Blog de Bronisław Geremek, 21 juin 2008⁶³

Konferencja "2e Etats généraux de l'Europe" (Lyon)

W dniu 21 czerwca Profesor Bronisław Geremek uczestniczył w konferencji zorganizowanej w Lyonie przez Mouvement Européen w ramach "2e Etats généraux de l'Europe". Profesor wziął udział w sesji plenarnej otwierającej to wydarzenie, zatytułowanej „Polityka, gospodarka i kultura pojęcia obywatelstwa europejskiego”. Uczestniczyli w niej także m.in.: wiceprzewodniczący Komisji Europejskiej Jacques Barrot i były premier Belgii Guy Verhofstadt.

⁶³ <http://www.geremek.pl/index.php?navi=004&id=441>



d) Signalement des États Généraux de l'Europe

Au-delà des partenaires principaux, de nombreuses structures, ont mis en avant les États Généraux sur leurs sites, dont :

- **L'Agence Europe** a signalé, à plusieurs reprises, les manifestations des États Généraux de l'Europe sur son site Internet

(<http://www.agenceurope.com/FR/GobalFrameset.html>)

- **Radio Espace** / 14 juin - L'Europe au centre des préoccupations. Le 21 juin prochain, les États généraux de l'Europe auront lieu à Lyon. Après le franc succès remporté l'année dernière à Lille, la deuxième édition se déroulera à Lyon avec un seul objectif : faire de l'Europe une réalité pour les citoyens. Un village européen investira la Cité Internationale avec comme invité d'honneur, Giorgio Napolitano, le président de la République italienne. A noter également la présence de Jacques Delors et Daniel Cohn-Bendit

(http://www.radioespace.com/infos?news_id=34351).

- **Toute l'Europe**⁶⁴ / le portail français d'informations sur l'Union européenne

(http://www.touteleurope.fr/fr/divers/tous-les-evenements/cmdcal/VIEW_FLATWEEK/ts/1213799972/agenda/etats-generaux-de-leurope.html).

- **Lyon en direct /Le Progrès**

(<http://www.lyonendirect.fr/tag/%C3%A9tats+g%C3%A9n%C3%A9raux+de+l'europe>)

- **Erasme**

(<http://www.erasme.org/2nde-rencontre-Etas-Generaux-de-l>)

- **SVE connexion**

(<http://www.sve-connexion.org/fr/node/569>)

- **Café Babel**

(<http://coffeefactory.cafebabel.com/fr/post/2008/06/13/Venez-debattre-aux-Etats-Generaux-de-lEurope-le-21-juin-a-Lyon>)

- **Groupe des Belles Feuilles**

(<http://www.groupeledesbellesfeuilles.eu/?q=fr/node/165>)

- **Le blog du Mouvement européen 92**

(<http://mouvementeuropeen92.over-blog.com/article-18299159.html>)

- **CFDT**

⁶⁴ <http://www.touteleurope.fr/fr/divers/toutes-les-informations/article/afficher/fiche/3532/t/44505/from/2890/breve/deuxieme-edition-des-etats-generaux-de-leurope-le-21-juin-a-lyon.html>



(<https://www.cfdt.fr/rewrite/article/13187/zoom-sur/les-deuxiemes-etats-generaux-de-l-europe.htm?idRubrique=6896>)

▪ **Euroopportunités**

(http://euroopportunités.tvf.fr/article.php3?id_article=762)

▪ **Agir pour l'Europe**

(<http://agirpourleurope.blogspot.com/>)

▪ **Sport et citoyenneté**

(<http://sportetcitoyenneté.blogactiv.eu/2008/06/06/sport-et-citoyenneté-partenaire-des-etats-generaux-de-leurope/>)

▪ **Blog de Daniel Cohn-Bendit**

(<http://www.cohn-bendit.de/dcb2006/fe/pub/fr/dct/582>)

▪ **Blog de Jean-Jack Queyranne**

(<http://www.jean-jack-queyranne.com/index.php/?2008/06/21/114-etats-generaux-de-leurope>)

▪ **Fondation pour l'Innovation politique**

(http://www.fondapol.org/europe-international/evenement/titre/deuxiemes_etats_generaux_de_leurope.html)